

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA

MISE A L'INDEX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 31 Mai 1913, à 1 heure 1/2

PAR

GEORGES BLACHE

AVOCAT

Président : M. RAOUL JAY, *professeur*
Suffragants { MM. FERNAND FAURE, *professeur*
CAPITANT, *professeur*

PARIS (5^e)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

—
1913

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

LA

MISE A L'INDEX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 31 Mai 1913, à 1 heure 1/2

PAR

GEORGES BLACHE

AVOCAT

Président : M. RAOUL JAY, *professeur*
Suffragants { MM. FERNAND FAURE, *professeur*
CAPITANT, *professeur*



PARIS (5^e)
M. GIARD & É. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER
—
1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Au nombre des libertés individuelles, reconnues en France depuis la Révolution, figure la liberté du travail, c'est-à-dire le droit pour tout homme d'employer son activité comme il l'entend.

Une des conséquences nécessaires de ce principe, mais qui a mis un certain temps à se dégager, est la légitimité du droit de coalition. La coalition n'est autre chose, en effet, que l'action concertée d'un certain nombre d'ouvriers ou d'un certain nombre de patrons dans le but de refuser ou d'offrir le travail dans des conditions données. C'est donc une forme de la libre concurrence, absolument licite, lorsqu'elle ne se complique d'aucun acte de violence ni d'aucune mesure de contrainte.

On ne conteste plus aujourd'hui la légitimité des coalitions ouvrières, notamment sous leur forme la plus énergique, c'est-à-dire la grève. De même, on reconnaît d'une manière générale aux syndicats professionnels, tels qu'ils ont été constitués par la loi

du 21 mars 1884, le droit de prendre toutes mesures susceptibles de sauvegarder ou d'améliorer les conditions du contrat de travail.

Parmi ces mesures, l'une des plus efficaces et aussi des plus usitées est la mise à l'index. Elle consiste essentiellement dans l'interdiction prononcée par les intéressés de travailler dans les établissements industriels dont les patrons n'observent pas les conditions normales du travail. Elle peut aussi consister dans l'interdiction faite aux patrons d'employer certains ouvriers qui sont demeurés en dehors du syndicat, ou qui ont cessé d'en faire partie, ou qui continuent à en faire partie mais ne se conforment pas à ses décisions.

Ces procédés sont aujourd'hui reconnus légitimes. La loi du 21 mars 1884, est venue, en effet, abroger, à la suite d'une longue évolution, que nous retracerons ultérieurement, l'article 416 du Code pénal qui punissait « d'un emprisonnement de 6 jours à « 3 mois et d'une amende de 16 francs à 300 francs, « ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ou- « vriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrages, qui, à « l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdic- « tions prononcées par suite d'un plan concerté, « aurait porté atteinte au libre exercice de l'industrie « ou du travail ».

Mais ces droits, redoutables, puisqu'ils constituent des moyens de lutte d'une extrême énergie, sont-ils

illimités? — La mise à l'index, en particulier, échappe-t-elle à toute sanction?

C'est là une grave question, que l'équité seule nous obligeait à poser, car jamais, dans une société civilisée les droits des uns ne peuvent devenir pour les autres une cause d'oppression.

Elle ne manque pas d'ailleurs d'une certaine actualité. — Naguère encore, il a été fait, par les syndicats ouvriers du département de la Seine, notamment, un usage de leurs droits qui dépasse évidemment de beaucoup la portée de l'autorisation légale et qu'on ne saurait assez vivement qualifier.

A la fin de l'année 1909, les journaux quotidiens relataient avec complaisance les méfaits commis par les « Chasseurs de Renards, c'est-à-dire par les grévistes occupés à poursuivre sur les chantiers ceux des travailleurs qui ne se sont pas inclinés devant l'ordre de grève lancé par le syndicat et qui leur font subir, s'ils ne cèdent pas à leurs injonctions, des violences parfois odieuses.

Certes, le procédé de la chasse au renard n'est pas nouveau; il remonte, en effet, pour le moins au xviii^e siècle. On a retrouvé un arrêt de la Cour du Parlement du 9 septembre 1760, portant règlement pour les compagnons charpentiers de la ville d'Etampes et dans lequel le mot « renard » est employé dans le sens même où il est usité aujourd'hui (1).

(1) V. *Le Temps* du 24 janvier 1911.

« Vu par la chambre des vacations, y est-il dit, la requête du procureur général du roi, concernant que dans la ville d'Etampes, il s'est formé depuis plusieurs années une société parmi les compagnons charpentiers, laquelle ils appellent parmi eux compagnons du devoir ou bons drilles ; que ces compagnons s'assemblent chez le nommé Jacques Sauvet, cabaretier dans cette ville, lequel ils appellent leur mère ; que ledit Sauvet tient un registre dans lequel est inscrit le nom de tous les compagnons charpentiers du devoir ; que ceux qui ne sont point inscrits sur ledit registre sont appelés par les compagnons du devoir, *renard* ; que les compagnons du devoir sollicitent lesdits compagnons *renards* à entrer dans la société du devoir ou bons drilles, et lorsqu'ils ne veulent pas, les compagnons du devoir les maltraitent et insultent les maîtres charpentiers chez qui ils demeurent, ce qui oblige les compagnons désignés sous le nom de *renards* de quitter le pays ; que le procureur général du roi est en outre informé que les compagnons forment journellement des attroupements et qu'ils sont armés de cannes et de bâtons, qu'ils troublent le repos public, insultent et maltraitent les habitants de la ville d'Etampes ».

Mais ce procédé s'est développé, à notre époque, dans des proportions inquiétantes pour la sécurité des travailleurs. Une de ces terribles chasses s'est terminée, il n'y a pas longtemps, par la mort d'un ouvrier. On

se rappelle sans doute les faits : Le 9 septembre 1909, un charbonnier du Havre, nommé Dongé, qui, malgré la grève, persistait à travailler, fut assailli par des grévistes, qui le frappèrent avec tant de brutalité que le malheureux, le lendemain, mourait à l'hôpital où on l'avait transporté.

Les meurtriers furent traduits devant la Cour d'assises de la Seine-Inférieure (1). L'un des accusés, le nommé Jules Durand, secrétaire du syndicat, fut déclaré coupable d'avoir prémédité et organisé cet assassinat, et fut condamné à la peine de mort (2), tandis que trois des autres accusés encouraient des peines variant entre 8 ou 15 ans de travaux forcés.

Le verdict de Rouen eut un profond retentissement dans le pays et suscita un vif émoi dans les milieux syndicalistes. Ceux-ci protestèrent et réclamèrent la libération de Durand, dont ils proclamaient l'innocence. Un des défenseurs du condamné porta l'affaire à la Tribune de la Chambre. Le Président de la République, saisi d'un recours en grâce, réduisit à sept ans de réclusion la peine prononcée contre Durand et sur une nouvelle intervention des défenseurs, le Garde des Sceaux ordonnait la revision du procès de Rouen et faisait mettre le condamné en liberté provisoire.

Le procès vint devant la Cour de cassation

(1) V. Le compte rendu des débats dans *Le Matin* des 24 et 25 novembre 1910.

(2) V. *Le Temps* du 27 novembre 1910.

le 8 août 1912. Le Conseiller rapporteur exposa, que dans les deux requêtes en revision adressées au garde des sceaux par M^e Paul Meunier et M^e Cotty, avocats de Durand, on pouvait relever trois faits nouveaux. Deux témoins, Leprêtre et Paquentin, sur la déposition desquels l'accusation s'était basée, avaient, par la suite, rétracté leur témoignage, le premier, ayant avoué qu'il ne savait rien de l'affaire, et le second ayant déclaré n'avoir entendu à la réunion du syndicat qui précéda la mort de Dongé, que ceci : « On a décidé de rayer Dongé du syndicat. » — Enfin, troisième fait, quarante témoins nouvellement entendus avaient sensiblement modifié les résultats de l'instruction. Dans ces conditions, le Conseiller Rapporteur concluait à la revision. La Cour de cassation, après avoir entendu, le lendemain, les conclusions de M. l'Avocat général Mallein, qui tendaient à l'annulation de la décision rendue par la Cour d'assises de la Seine-Inférieure, et la plaidoirie de M^e Mourard, rendit un arrêt aux termes duquel elle cassait et annulait l'arrêt entrepris pour être procédé à de nouveaux débats, mais sans désigner pour le moment la juridiction du renvoi. On se souvient, en effet, que depuis plusieurs mois Durand, très éprouvé par son douloureux procès, avait dû être interné dans un asile d'aliénés, en vertu d'une décision administrative (1).

(1) Voir *Le Droit* du 10 août 1912.

Toutes les « chasses aux renards » ne se terminent pas, heureusement, de façon aussi tragique, mais ce qu'il faut retenir de ces faits, au point de vue spécial qui nous occupe, c'est qu'il semble exister, non seulement dans les milieux syndicalistes, mais encore dans certains milieux politiques, une tendance d'esprit qui est en opposition certaine avec les principes de notre droit positif et les règles de la jurisprudence.

D'ailleurs, au point de vue théorique, les excès de ce genre ne sont pas ceux qui présentent le plus d'intérêt. La loi du 21 mars 1884 a laissé subsister, en effet, les articles 414 et 415 du Code pénal, qui punissent des peines les plus sévères « les violences, « voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, « qui ont amené ou maintenu, tenté d'amener ou de « maintenir une cessation concertée du travail dans le « but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou « de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou « du travail ».

La répression des délits de cette nature est donc assurée. Mais le problème que nous nous proposons d'examiner est des plus délicats. Il consiste à rechercher quels sont exactement, spécialement en ce qui touche la mise à l'index, les droits des syndicats contre les patrons et contre les ouvriers syndiqués ou non syndiqués.

Par suite de l'abrogation de l'article 416 du Code

pénal, certaines mesures, telles que les mises à l'index, ou les proscriptions, sont devenues licites en elles-mêmes. Doit-on en conclure qu'elles ne pourront jamais engendrer aucune responsabilité à la charge de leurs auteurs ? Il est permis d'en douter.

Ce problème est d'une importance capitale. On le trouve déjà exposé dans un ouvrage récent, sous une forme si précise qu'on peut, malgré le temps écoulé, la considérer comme actuelle (1) : « La grève éclate, « y est-il dit, soudaine et imprévue. L'employeur est « tenu par des échéances et par des marchés à livrer. « Ses frais généraux, de loyer, d'entretien de matériel, continuent à courir et, si cette situation onéreuse se prolonge, la capitulation sans restriction « entre les mains du syndicat ou le dépôt du bilan en « devient la conséquence nécessaire.

« Dans cet état critique, l'employeur est-il désarmé « contre les promoteurs de grève ? ne peut-il pas se « prévaloir d'un principe très général d'équité, inscrit « dans toutes les législations et qui, en France, se « trouve formulé dans l'article 1382 du Code civil : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un préjudice, oblige celui par la faute duquel il « est arrivé à le réparer ? »

« En un mot, l'abrogation de l'article 416 du Code « pénal a-t-elle eu pour résultat de paralyser, au profit

(1) Georges Marais, *Les Syndicats professionnels et la Jurisprudence*, Paris, 1908.

« des parties lésées, l'exerce de l'article 1382 dans la
« matière des conflits de travail ?

« Un parti politique, peu nombreux mais très
« audacieux, le parti socialiste unifié, soutient à
« la tribune et dans la presse la thèse affirma-
« tive.

« En effet, déclare-t-il, le droit de grève a été con-
« quis par la classe ouvrière après de nombreux
« efforts. Il constitue la seule arme efficace qui existe
« entre les mains de celle-ci pour améliorer son sort
« misérable, fût-ce au détriment du patronat. La loi
« le consacre aujourd'hui d'une façon explicite. Par
« conséquent, l'exercice d'un droit ne saurait en aucun
« cas constituer un quasi-délit. En décider autre-
« ment, c'est distinguer là où la loi ne distingue pas ;
« c'est restreindre, au profit de la classe patronale, la
« plus précieuse des franchises dont puisse se préva-
« loir la classe ouvrière dans les conflits du travail. Ce
« caractère absolu du droit de grève a été notam-
« ment proclamé dans un article de M. Jaurès, publié
« par l'*Humanité*, le 13 mai 1904 au sujet de renvois
« d'ouvriers pour faits de grève :

« Les ouvriers, y lit-on, insistent pour reprendre
« tous ensemble le travail qu'ensemble ils ont sus-
« pendu. Et si des patrons prétendent renvoyer des
« ouvriers *coupables seulement d'avoir fait grève,*
« *c'est-à-dire d'avoir exercé un droit que la loi leur*
« *reconnait*, cette vindicte patronale apparaît à la

« conscience publique comme un abus de pouvoir,
« comme une énormité. »

« Cet article manque évidemment de mesure. Le
« directeur de l'*Humanité* considère d'une façon ab-
« solue comme une énormité et aussi comme une vin-
« dicte ce qui n'est peut-être qu'une mesure de pré-
« caution fort légitime et même nécessaire.

« Supposons, en effet, que la grève, « exercice
« d'un droit reconnu par la loi », ait été formulée
« sous les prétextes les plus futiles et les plus injus-
« tifiés, — cela s'est vu autrefois, — le patron com-
« mettra-t-il un abus de pouvoir, une énormité, en se
« privant pour l'avenir de la collaboration des organi-
« sateurs du mouvement ?

« Bien plus, ce patron, du fait même d'une grève in-
« juste et injustifiée, a subi divers chefs de préjudices.

« Dès lors, ne pourra-t-il pas, tout comme un
« simple particulier, demander aux auteurs du préju-
« dice qu'il éprouve par leur faute, la réparation du
« tort que ceux-ci lui auront causé, sans aucun droit,
« puisque nous nous trouvons en présence d'une
« grève reconnue, par hypothèse, abusive ?

« L'équité la plus élémentaire oblige donc à pro-
« clamer que les procédés de lutte cités dans l'ar-
« ticle 416 du Code pénal et qui, en fait, aboutissent
« généralement à la grève ou au lock-out, peuvent
« devenir quasi-délictueux, *suivant les circonstances*
« *dans lesquelles ils sont employés.*

Tels sont les termes du problème que nous nous proposons d'examiner, plus spécialement en ce qui concerne la mise à l'index. Celle-ci ne peut-elle pas, dans certaines circonstances, donner lieu à des dommages-intérêts ? Et s'il en est ainsi, quel est le critérium qui permettra de distinguer les cas où elle sera licite et ceux où elle constituera un abus ?

Une telle recherche est-elle d'ailleurs possible depuis l'abrogation de l'article 416 ? Autant de questions qui se poseront à nous. Avant de les aborder, nous retracerons brièvement l'évolution historique qui a abouti à l'abrogation par la loi du 21 mars 1884 de l'article 416 du Code pénal, afin de pouvoir examiner ensuite quelle conséquence il faut en tirer.

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DU DROIT DE COALITION EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER (1)

Les conflits entre le capital et le travail appartiennent à tous les temps et à tous les pays. L'antiquité les a connus (2) et il est incontestable qu'au Moyen Age les coalitions ont été fréquentes et souvent accompagnées de troubles graves, c'est ainsi que dans les Flandres, en France, en Allemagne, en Italie, et même en Suisse et en Angleterre, nous voyons les

(1) Sur l'histoire des coalitions, voir notamment Levasseur, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789*, Paris, 1901, 2 vol., Martin Saint-Léon, *Histoire des corporations de métiers depuis leurs origines jusqu'à leur suppression en 1791*, Paris, 1897. Glotin, *Etude historique sur les syndicats professionnels*, Paris, 1892. Paul Boncour, *Le fédéralisme économique*, Paris, 1902. Malapert, « Etude historique sur les coalitions » (*Journal des Economistes*, t. XXVI, 3^e série, p. 356) et Raoul Jay, *Le contrat collectif de travail*, cours professé à l'Ecole de Droit 1910-1911 qui nous a servi de guide pour la rédaction de ce chapitre.

(2) Tel semble avoir été le caractère des retraits de la plèbe romaine sur le Mont-Aventin et des guerres serviles.

artisans engager contre les seigneurs des luttes parfois sanglantes, et conquérir ainsi les libertés communales.

I. — *Ancien régime.*

Dès le ^{xiii}^e siècle, lorsque la ligue de démarcation commence à se préciser entre les patrons et les ouvriers ou compagnons, confondus jusque-là dans une même sujétion, on voit intervenir le pouvoir royal dans les rivalités ouvrières. Le roi vient mettre la paix entre les maîtres et les compagnons groupés en « cabales » et pour maintenir l'ordre, parfois gravement troublé, il interdit indifféremment toutes ententes (1).

Plus tard, par suite des progrès de la bourgeoisie, la balance penche en faveur des patrons, dont les ententes sont tolérées et toutes les sévérités des lois ou des statuts municipaux sont dirigées contre les coalitions de compagnons (2).

D'autre part, le caractère aristocratique et héréditaire des corporations, dont les statuts, d'abord purement coutumiers, avaient été érigés dès le ^{xiii}^e siècle

(1) Beaumanoir, *Coutumes de Beauvoisis*, chap. xxx, p. 62. Jean Bouteillier, *Somme rurale*, liv. I, titre 28, v. monopole. Ordonnance de Philippe IV, 1305 (Isambert, *Rec. des Ordonn.*, II, p. 830) et Philippe VI, 18 mars 1330 (*Ibid.*, IV, p. 383).

(2) Ordonn. roy. de 1401, 1466, 1539, édit de 1541, décl. roy.

en règlements d'ordre public, s'accrut de telle sorte, au cours de l'ancien régime, que l'accès de la maîtrise était devenu presque impossible aux compagnons. Chaque jour le fossé s'élargissait entre patrons et salariés, et chaque jour aussi les griefs s'accumulaient et s'aggravaient. Ainsi s'expliquent ces explosions violentes, si fréquentes au XVIII^e siècle (qualifié par Brentano de siècle des insurrections ouvrières), que la royauté essaie vainement de réprimer (ordonn., 13 août 1720, 2 janv. 1744, 18 fév. 1777).

Philosophes et économistes s'attaquant avec vigueur au système des corporations. Ils proclament le droit au travail pour tous et Turgot, par le célèbre édit de février 1776, leur donne satisfaction aussi bien qu'à l'opinion publique, en abolissant les communautés d'arts et métiers.

Mais le rétablissement des corporations quelques mois après ne fit que surexciter la classe ouvrière et l'on vit à la veille de la Révolution les mises en interdit se multiplier, en dépit des défenses les plus sévères.

II. — *Période intermédiaire : la loi Le Chapelier.*

Tout en proclamant la liberté du travail, la Constituante crut devoir prohiber rigoureusement la coalition dans laquelle elle se refusait à voir un corollaire

indispensable de cette liberté même, soit parce qu'elle considérait l'agitation ouvrière comme menaçante pour l'ordre public, soit, et plus vraisemblablement, parce qu'elle redoutait de voir, sous couleur de coalitions patronales, se reconstituer les corporations à monopole qu'elle venait de détruire (1). D'où la loi des 14-17 juin 1791, dite, du nom de son auteur, *loi Le Chapelier* qui interdit, non seulement l'association, mais aussi l'entente passagère, la coalition. — Elle vise et interdit deux sortes de coalitions : d'abord, la coalition des producteurs contre les consommateurs, c'est-à-dire l'entente par laquelle les producteurs auraient résolu de ne fournir leurs marchandises qu'à un certain prix ; ensuite, la coalition des ouvriers contre les patrons, c'est-à-dire l'entente par laquelle les ouvriers décident de refuser leur travail si on n'en donne pas un certain prix.

L'interdiction de la coalition posée par la loi Le Chapelier devait se prolonger jusqu'en 1864. Mais pendant cette période, les formes données à l'application du principe se sont plusieurs fois modifiées.

La première législation générale qui modifie la loi Le Chapelier fut la loi du 22 *germinal an XI*. Cette loi complétait à certains égards le système de 1791

(1) Sur la législation de l'époque intermédiaire, v. Lauzet, *Essai historique sur la législation industrielle*. Jaurès, *Histoire sociale*, t. 1^{er}, p. 605 et suiv.

en ce qu'elle visait, non seulement la coalition des ouvriers contre les patrons, mais aussi la coalition des patrons contre les ouvriers, en vue, par exemple, de l'abaissement des prix. A cet égard, la loi de germinal établissait une certaine égalité entre les coalitions ouvrières et les coalitions patronales. Il fallait pour les deux sortes de coalitions, qu'il y eût tentative ou commencement d'exécution. Toute manifestation extérieure de la coalition suffisait à constituer cette tentative.

Par contre, à d'autres égards, cette loi établissait une inégalité tout à fait choquante entre les groupements patronaux et les groupements ouvriers. Cette inégalité se manifestait à 2 points de vue :

D'abord au point de vue de la définition même du délit, de l'incrimination. La coalition patronale n'était punie, aux termes de l'art. 6, que lorsqu'elle tendait à forcer, injustement et abusivement, l'abaissement des salaires; au contraire, disait l'art. 7, la coalition ouvrière était punissable dans tous les cas, même si elle était légitime.

Ensuite au point de vue de la peine. En ce qui concerne la coalition des patrons, la loi de germinal la punissait d'une amende de 100 francs à 3.000 francs et c'était facultativement que le juge pouvait, à cette amende, ajouter un emprisonnement qui ne pouvait d'ailleurs excéder un mois. — En ce qui concerne les ouvriers aucune amende n'était possible, mais l'em-

prisonnement était toujours obligatoire et il pouvait aller jusqu'à 3 mois.

III. — *Le Code pénal : art. 414, 415 et 416.*

La loi de germinal a été peu après remplacée par le Code pénal de 1810, dont trois articles, art. 414, 415 et 416, étaient consacrés à la répression des coactions.

Les deux premiers punissaient les mêmes faits que la loi de germinal, mais la pénalité était encore aggravée pour les patrons, l'emprisonnement devenait obligatoire et un minimum était fixé : il ne pouvait pas descendre au-dessous de 6 jours ; le minimum de l'amende était porté de 100 à 200 francs. Pour les ouvriers, le Code pénal établissait un minimum d'emprisonnement d'un mois. L'art. 415 punissait les chefs ou moteurs d'ouvriers d'un emprisonnement de 2 à 5 ans.

L'inégalité qu'avait introduite la loi de germinal était maintenue dans le Code pénal. En effet, l'art. 414 qui s'occupait des coalitions patronales, ne les punissait qu'à la condition qu'elles fussent injustes ou abusives, tandis que les coalitions des ouvriers restaient punies, alors même qu'elles eussent été absolument légitimes.

L'art. 416 portait au comble cette inégalité de trai-

tement en décidant que les ouvriers qui auraient prononcé des mises à l'index, soit contre les chefs d'usines soit contre certains de leurs camarades, étaient passibles d'une peine de 1 à 3 mois d'emprisonnement, laquelle pouvait aller de 2 à 5 ans pour les chefs ou moteurs d'ouvriers. Ces derniers pouvaient, en outre, être placés sous la surveillance de la haute police pendant 2 ou 5 ans.

On peut se demander pourquoi les auteurs du Code pénal ont cru devoir être si rigoureux (1) ? Les travaux préparatoires du Code ne donnent que peu de renseignements à ce sujet. Il est permis de supposer que la pensée qui a inspiré les rédacteurs du Code a été une pensée de protection de l'ordre public contre les émeutes auxquelles les coalitions pouvaient donner lieu. La loi de 1810 est surtout une loi de police.

Cette législation ne devait être modifiée qu'en 1849.

IV. — *La loi du 17 novembre 1849.*

Le lendemain de la Révolution de 1848, la question de la réforme de la législation sur les coalitions se pose tout naturellement. Elle fit l'objet de nombreux travaux devant l'Assemblée Constituante : rap-

(1) Sur les raisons de cette rigueur v. M. Jay à son cours (1910-1911).

ports, discussions de commissions et même débats devant la Chambre. Mais la Constituante se sépara sans que ses travaux eussent abouti à une modification des textes du Code pénal. Ce n'est qu'à l'Assemblée législative que la question devait être menée jusqu'au bout. Des débats de cette Assemblée sortit, en effet, la loi du 17 novembre 1849, qui modifiait le Code pénal.

Cette loi a été précédée de travaux préparatoires dans lesquels les différents systèmes possibles en matière de coalition ont été examinés de très près. Il y a un point sur lequel on fut tout de suite d'accord, c'est qu'il y avait lieu, dans tous les cas de rétablir l'égalité entre les patrons et les ouvriers ; la Constitution de 1848 elle-même commandait cette œuvre.

Cette égalité, on pouvait l'établir de façons très diverses.

Un premier système bien simple, c'était de supprimer, sans les remplacer, les articles 414, 415 et 416. Ce système fut proposé et défendu devant l'Assemblée législative, il fut écarté par la commission et devant la Chambre elle-même, à une très forte majorité. La raison de ce rejet est exprimée très nettement dans le rapport fait au nom de la commission par M. de Vatimesnil ; ce système a été écarté, y est-il dit, parce qu'il aurait eu pour résultat de laisser la société tout à fait désarmée contre un genre de délits funestes à l'industrie et nuisibles à leurs auteurs mêmes.

Dans un second système, on disait que s'il était nécessaire de maintenir une législation spéciale, il était non moins nécessaire que cette législation spéciale ne visât plus toutes les coalitions sans distinction, qu'il était contraire à l'équité de punir les coalitions justes et pacifiques, loyalement dirigées, que les seules coalitions à punir étaient les coalitions violentes, accompagnées de menaces, d'intimidation, de manœuvres frauduleuses, de voies de fait.

Tel était à peu près le système de l'Assemblée de 1848. Il fut défendu, instamment, par Bastiat (1). « Ce qu'on ne peut pas interdire à un homme, dit-il en substance, on ne peut pas l'interdire à une collectivité. Il est impossible de dire que le chômage est un délit. Si un homme a le droit de dire à un autre : je ne veux pas travailler à telle ou telle condition, 2 ou 3.000 personnes ont le même droit ». Et il ajoutait :

« Faites attention que ce que vous proclamez n'est pas autre chose que l'esclavage ».

Ce raisonnement était loin d'être décisif, mais l'idée de Bastiat était absolument juste, à savoir qu'il est absolument nécessaire de reconnaître aux ouvriers le droit de coalition.

Dans la même discussion, M. Boxsset s'attacha à montrer que la coalition était une condition indispensable du contrat collectif. Il disait : si vous voulez que

(1) Discours prononcé dans la séance du 17 novembre 1842.

le contrat soit vrai, il faut que vous vous placiez en face les uns des autres dans leur position respective de libre volonté, d'une part les entrepreneurs, d'autre part la masse collective du travail.

Ce système ne fut pas non plus admis par l'Assemblée législative, à la fois pour des raisons d'ordre pratique et pour des raisons théoriques. M. de Vatimesnil, notamment, insista sur les dangers et les inconvénients que présente l'exercice du droit de coalition pour l'ordre public et pour les intérêts généraux comme pour les intérêts privés. Ces coalitions ouvrières, dit-il, sont funestes aux ouvriers eux-mêmes qu'elles plongent dans la misère ; en outre, l'industrie nationale, son existence, sa prospérité, pourraient être compromises ; en amenant la cessation du travail, la grève amène la diminution du revenu général du pays. Elle ferait passer souvent à l'étranger les industries qui auraient pu, sans la grève, se développer sur le sol français. Enfin, la coalition menacerait la sécurité même du pays ; dans les grands centres d'industrie, notamment, la coalition arriverait facilement à être une émeute, une insurrection.

D'autre part, dans les rapports de commissions ; dans les débats même, on voit apparaître des raisons théoriques : la coalition, même pacifique, apparut à la majorité de l'Assemblée comme contraire à la liberté du travail. Or, la liberté du travail avait été proclamée par la constitution elle-même dans son art. 13 ;

on ne la défendrait pas, disait-on, on la laisserait violer si on permettait la coalition. La majorité de l'Assemblée législative pensait, en effet, que la liberté du travail pouvait être compromise, même par la coalition la plus pacifique, à raison de la pression que cette coalition exercerait, sur les ouvriers. M. de Vatimesnil, après avoir rappelé la pression que la coalition exerce sur le patron, ajoutait : « Mais ce n'est pas seulement sur lui qu'elle exerce cette contrainte, c'est aussi sur les ouvriers paisibles et qui voudraient continuer à travailler à des conditions raisonnables. Ils n'ont pas la liberté morale de rester en dehors de la coalition et de continuer à fréquenter les ateliers, alors même qu'on n'emploie envers eux aucun moyen d'intimidation formel, le danger résulte à leurs yeux du fait même de la coalition, du nombre de ceux qui la composent, de l'agitation qu'elle produit et des passions qu'elle soulève. La coalition constitue, par sa nature, une menace implicite qui les contraint de s'y rallier ; les coalitions portent donc une grave atteinte, à la liberté du travail ».

Pour toutes ces raisons, la majorité de l'Assemblée ne voulut pas supprimer les pénalités édictées par le Code contre les coalitions, même lorsqu'elles ne sont pas accompagnées de manœuvres frauduleuses. Mais elle voulut rétablir l'égalité entre les coalitions patronales et les coalitions ouvrières. On pouvait faire l'égalité de deux façons : ou bien appliquer à toutes les

coalitions le régime moins sévère jusque-là réservé aux coalitions patronales, ou bien appliquer à toutes les coalitions le régime plus rigoureux réservé jusque-là aux ouvriers.

C'est dans le sens de la rigueur que s'est faite l'égalité. *La loi du 27 novembre 1849* rédige, en effet, de la façon suivante les art. 414, 415 et 416.

L'art. 414 punissait :

1° Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers tendant à forcer l'abaissement des salaires s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution ;

2° Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps le travail, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre avant ou après une certaine heure et, en général, pour suspendre, empêcher, renchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution. Mais ni dans l'un ni l'autre cas, on n'exigeait comme condition de la répression que la coalition fût injuste ou abusive.

L'art. 415 reprenait les dispositions insérées en 1810 dans l'art. 416 qui punissait les mises à l'index. Mais cet article ne punissait que les faits ouvriers. Pour établir l'égalité, on a dû compliquer le texte de façon à le rendre applicable aussi aux interdictions prononcées par des patrons contre des ouvriers.

Enfin l'art. 416, prévoyait que les chefs ou moteurs pourraient, après l'expiration de leur peine être mis

sous la surveillance de la haute police pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus.

La question de savoir s'il y avait lieu d'admettre ou de supprimer dans tous les cas la condition que la coalition, pour être punissable, fût injuste et abusive, donna lieu à l'Assemblée législative, à un intéressant débat (1).

M. Valette et M. Wolowski avaient déposé un amendement aux termes duquel coalitions ouvrières et coalitions patronales ne pouvaient être punies que si elles étaient injustes et abusives. M. Valette distinguait 3 hypothèses :

1° Des patrons, très loyalement, se concertent pour savoir quel salaire ils peuvent donner à leurs ouvriers sans compromettre la prospérité, peut-être même l'existence, de leurs établissements. Il était évidemment excessif, disait l'auteur de l'amendement, de punir une telle coalition ;

2° Des ouvriers, pacifiquement, calculent le salaire dont ils ont besoin, en raison du coût de la vie. Ce salaire une fois fixé, les ouvriers s'engagent réciproquement à ne pas se faire concurrence en acceptant un salaire inférieur. Là encore, il paraissait tout à fait excessif qu'on put les punir ;

3° Des ouvriers, voulant abuser de la situation de certains patrons, profitent, par exemple, de ce qu'un

(1) V. le détail de cette discussion dans Jay, *op. cit.*

patron a accepté des commandes considérables à livrer dans un bref délai pour lui imposer ou tâcher de lui imposer une élévation excessive des salaires. Dans ce cas, M. Valette admettait qu'il y avait abus pouvant être réprimé.

M. Valette aurait voulu que le juge examinât à propos de chaque espèce qui lui était soumise, si l'on se trouvait dans l'une ou l'autre de ces hypothèses. C'est ce qu'il appelait donner à la peine une moralité.

La thèse de M. Valette était difficilement critiquable, aussi, ne le fut-elle pas directement. On objecta qu'elle mettrait le juge dans l'obligation de rechercher et de décider, pour chaque affaire, si la grève était juste ou non ; c'était lui donner l'appréciation de la valeur morale de tout contrat de travail intervenu dans les espèces à lui soumis (1).

En outre, les adversaires de l'amendement Valette réussirent à créer une confusion. Ils dirent : vous parlez de moralité à introduire dans la répression, mais elle y est déjà, elle résulte des principes de notre droit criminel ; sans qu'on le dise expressément le juge aura à examiner l'intention, et s'il y a eu bonne foi, ignorance, il ne condamnera pas.

(1) Le projet Doumergué, du 2 juillet 1906 tend à donner au juge la faculté de rescinder le contrat de travail en cas de lésion, c'est-à-dire au cas où le salaire serait insuffisant. Mais donner un pareil droit au juge paraissait excessif à l'Assemblée de 1849.

Mais ici les applications d'une pareille doctrine seraient très rares ; la plupart du temps, les grévistes savent très bien ce qu'ils font et ce n'était pas la question que posait Valette. La question qu'il posait, c'était celle de savoir s'il fallait punir des hommes se concertant en toute connaissance de cause et sans que leur coalition fût injuste et abusive. Cependant, la discussion prit un tel tour que s'étant terminée par le rejet de l'amendement, il y eut au lendemain de la promulgation de la loi une hésitation sur le sens du texte voté. Ainsi, M. Duvergier, après avoir rendu compte des débats, n'hésitait pas à écrire que le mot de coalition implique nécessairement une idée d'injustice et d'abus. L'indécision venait de ce malentendu qui confondait la bonne foi individuelle, créée par l'entraînement avec la justice d'une action concertée et réfléchie.

La jurisprudence ne s'y trompa pas d'ailleurs. D'après elle, il suffisait que des ouvriers s'entendissent pour quitter le travail en réclamant des modifications aux conditions du travail pour que leur acte tombât sous les menaces des articles 414 et suivants, et cela, alors même que des ouvriers se seraient conduits de la façon la plus correcte, alors même que leurs réclamations eussent été des plus légitimes.

« Attendu, lit-on dans un arrêt de la Cour de cassation du 24 février 1859 (1), qu'il y a contrainte ou pres-

(1) Cass., 24 février 1859. S. 59, 1, 630.

sion sur les patrons toutes les fois que les ouvriers d'une ou plusieurs fabriques agissent par suite d'un concert, quittent à la fois les ateliers, même après avoir donné tous les avertissements par les règlements en réclamant des modifications aux conditions actuelles de leur travail, soit en ce qui concerne la fixation du salaire, soit en ce qui concerne la fixation des heures de la journée ou de la tâche de chaque jour ; qu'il importe peu que les causes de cette réclamation puissent paraître en elles-mêmes légitimes ; que la loi, en effet, exclusivement occupée de protéger la liberté de l'industrie, a puni la coalition indépendamment de ses motifs et par cela seul que les ouvriers qui se sont concertés agissent collectivement avec le but, en suspendant ou en tentant de suspendre le travail dans l'atelier, de forcer les patrons à en modifier les conditions. »

Cette jurisprudence, bien que conforme à la loi de 1849, était propre à émouvoir l'opinion publique, à l'inquiéter sur la justice de la législation.

Aussi à la suite d'une affaire qui eut un grand retentissement, « l'affaire des typographes (1), en 1862, le gouvernement impérial déposait, 2 ans plus tard, le 29 février 1864 un projet de loi qui est devenu la loi du 25 mai 1864 (2) ».

(1) Paris, 15 novembre 1862, voir les détails de cette affaire dans Jay, *op. cit.*

(2) V. l'exposé des motifs de ce projet, rédigé par M. Cornudet dans le *Moniteur* des 6 et 12 mars 1864, n° 144 et le rapport

V. — *La loi de 1864.*

La loi du 25 mai 1864 a fait une œuvre purement négative : Elle a fait disparaître du Code pénal les dispositions qui punissaient la coalition. La coalition s'est ainsi trouvée libre, ce qui n'est pas défendu, étant permis.

Les auteurs de la loi n'ont même pas fait disparaître du Code les art. 414, 415 et 416, ils les ont simplement remaniés ; ils ont prétendu les rédiger de telle façon qu'ils ne punissent plus la coalition, mais seulement certains faits à leurs yeux coupables, qui peuvent accompagner les coalitions. M. Emile Ollivier s'est expliqué sur ce point, dans son Rapport avec une très grande netteté : « Liberté absolue des coalitions à tous les degrés, disait-il, répression rigoureuse des violences et des fraudes, telles sont les données organiques que fournit la science, tels sont aussi les 2 principes qui résument la loi proposée. Désormais, la coalition des patrons ou celle des ouvriers est absolument libre ».

Les auteurs de la loi de 1864 n'ont pas suivi la voie dans laquelle MM. Wolowski et Valette vou-

présenté au nom de la commission par M. Emile Ollivier (*Moniteur* des 13 et 16 mai 1864.) Ces documents sont de la plus haute importance pour avoir une exacte compréhension de la loi.

laient en 1849 engager l'Assemblée législative. Toutes les coalitions sont dorénavant libres, les abusives, les frauduleuses, les violentes comme les autres. Mais les auteurs des abus, des violences, des fraudes seront punis sévèrement et rigoureusement. Telles sont les grandes lignes du système de M. Emile Ollivier.

Ce système rencontra des résistances très vives au Corps législatif et au Sénat. M. Batbie écrivit dans la *Revue critique* que la majorité du corps législatif était restée opposée à la coalition. Si cependant le texte du gouvernement fut voté, c'était uniquement parce que c'était le texte du gouvernement.

Le Sénat, en 1864, n'avait pas le droit de discuter en détail les lois ou propositions de lois votées par le Corps législatif, il pouvait seulement arrêter par son veto celles qui lui paraissaient contraires à la constitution. Ainsi en 1864, quelques sénateurs demandèrent que le Sénat opposât son veto à la loi votée par le corps législatif, la dénonçant comme contraire aux principes constitutionnels. Le Procureur Général Dupin (1) la dénonçait comme contraire au principe de la liberté du travail qui est une des bases de la constitution. Il disait : « Tout se tient dans la fabrication ; si certains ouvriers cessent de travailler, les autres ne pourront plus travailler, il y a une pression

(1) Sénat, Séance du 17 mai 1864, *Moniteur universel* du 18 mai, page 699.

des coalisés sur les autres, d'où atteinte à la liberté du travail.

Ces efforts ne devaient pas aboutir (1). Le 2 mai 1864, le corps législatif, par 221 voix contre 36 votait l'ensemble du projet qui était voté par le Sénat, 764 voix contre 13.

Le 27 mai, la nouvelle loi était promulguée par l'Empereur.

Les articles 414 et 415, ainsi remaniés punissaient les atteintes graves à la liberté du travail. L'art. 416 au contraire, le seul dont nous ayons à nous occuper ici, punissait les atteintes légères : les proscriptions, les amendes, les défenses prononcées par les ouvriers contre les entrepreneurs ou par les entrepreneurs contre les ouvriers, mais il fallait deux conditions :

1° Qu'il y eût, en réalité, atteinte à la liberté du travail, c'est là une condition que ni les textes de 1810 ni ceux de 1849 n'exigeaient ;

2° Qu'elle ait été prononcée par suite d'un plan concerté, les faits individuels n'étaient pas atteints par l'art. 416.

Lorsque ces conditions se trouvaient réunies, les auteurs de la mise à l'index étaient passibles d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 à 300 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

(1) Pour plus de détails, v. Hamelet, *La Grève*, p. 69 et suivantes.

Lors de la discussion de 1864, la rédaction de cet article avait été très vivement attaquée. C'était surtout en s'appuyant sur ses dispositions que l'opposition avait soutenu qu'en réalité la loi de 1864 ne donnait pas ce qu'elle promettait, c'est-à-dire la pleine et entière liberté de coalition. Jules Favre notamment disait : « La lecture de cet article va faire disparaître toute confusion sur cette prétendue liberté. Avec un tel article, si j'avais l'honneur de faire partie du ministère public, on pourrait me donner une coalition quelconque et je me ferais fort d'y trouver quelques-uns des délits énoncés dans cet article ».

En effet, remarque justement M. Jay (1), il y a peu d'ententes, de coalitions ouvrières ou patronales, où l'on ne puisse trouver quelques-uns des faits rentrant dans l'énumération de l'art. 416 : qui dit entente dit pour ainsi dire nécessairement engagement pris par les coalisés les uns vis-à-vis des autres. Or, cet engagement pourra toujours être de quelque façon sanctionné par une amende. On ne peut concevoir une entente commune sans une réprobation à l'égard de ceux qui trahiraient la cause commune réprobation qui se traduira toujours par des faits qui pourront être considérés comme des mises à l'index.

La jurisprudence se chargea de montrer que les craintes ainsi formulées n'étaient pas chimériques.

(1) Jay, *op. cit.*

La grève des veloutiers fournit un exemple significatif de ce que la jurisprudence entendait par les défenses et proscriptions punies par l'art. 416. Le comité mis à la tête de l'organisation des ouvriers grévistes crut pouvoir ou devoir dans certains cas accorder à des ouvriers ou à des contremaitres la permission de continuer le travail. Cette permission n'était pas accordée à tout le monde ; le comité était seul juge de l'opportunité de la mesure. Le refus de permission fut considéré d'abord par le tribunal de Saint-Etienne, puis par la Cour de Lyon, enfin par la cour de cassation comme une interdiction tombant sous le coup de l'art. 416 (1).

Plus tard, le tribunal correctionnel de la Seine fit application d'une doctrine analogue dans les circonstances suivantes : En 1880, la société de secours mutuels des Chapeliers de Paris dirigeait le mouvement ouvrier dans cette corporation. En septembre 1880, une assemblée générale de cette société avait décidé que 47 ouvriers quitteraient un atelier où ils travaillaient et où les conditions ne paraissaient pas suffisantes aux directeurs de l'association. La société fut poursuivie et ses directeurs condamnés parce que, disait le jugement du 6 décembre 1881, sur ces 47 ouvriers, il y en avait eu 17 qui n'avaient quitté l'atelier que dans la crainte d'être exclus de la so-

(1) Cass., 23 février 1866, D. 66. 1. 89.

ciété de secours mutuels. Le jugement lui-même reconnaît qu'il n'a pas été établi que cette menace ait été, avant ou après le vote de la résolution, expressément formulée ; « mais, dit-il, cette circonstance dans l'espèce importe peu, en présence de l'aveu même des prévenus que dans les traditions de la société, cette menace était permanente et toujours sous entendue en cas de résistance aux volontés de l'Assemblée Générale ».

Une telle jurisprudence, qui rendait illusoires les droits des syndicats en matière de coalition, rendait nécessaire la réforme de notre législation dans un sens plus libéral et moins restrictif, celle-ci fut réalisée par la loi du 21 mars 1884 dont l'art. 1^{er} abrogeait l'art. 416 fut voté à la suite de circonstances que nous allons maintenant rappeler.

VI. — *La loi du 21 mars 1884 et l'abrogation de l'art. 416.*

L'abrogation de l'art. 416 a été l'un des points les plus débattus dans les travaux préparatoires de la loi de 1884 et peu s'en fallut qu'il ne fût maintenu.

Le projet initial sur les syndicats professionnels, qui fut déposé le 22 novembre 1880, contenait les trois art. 414, 415 et 416. L'exposé des motifs indiquait que ce maintien avait été décidé pour calmer les appréhen-

sions des membres de l'Assemblée qui craignaient les funestes résultats causés par la disparition des mesures répressives. N'était-il pas dangereux d'accorder toute liberté aux menées ouvrières, au moment où était seulement reconnue l'existence légale de leurs groupements. Les syndicats ne profiteraient-ils pas de la suppression des trois articles pour enrégimenter la classe ouvrière, obtenir les revendications demandées par tous les moyens et fomenteur de nombreuses grèves et coalitions ?

Une commission nommée par la Chambre étudia le projet de loi et se prononça contre le maintien des articles 414, 415 et 416. « Il est, disait Allain Targé (1), nommé rapporteur, permis de dire que cette loi de 1864 était une restitution incomplète du droit de grève, une apparence, un leurre, un piège par lequel on trompait la classe ouvrière. » Le rapporteur dans sa conclusion ne proposait pas l'abrogation des deux articles, mais simplement leur non-application aux syndicats. « Nous avons souvent, écrivait-il, entendu parler
« des mesures d'intolérance prises d'accord contre les
« citoyens dont le travail est le seul gagne-pain, et
« non seulement par des chefs d'entreprises, par des
« administrations industrielles, entre lesquelles l'en-
« tente secrète et à demi mot est trop aisée, mais
« parfois même par des coterie locales animées d'im-

(1) *Disc. parlementaires*, 188, S. p. 361.

« placables passions politiques ; et la preuve de ces
« persécutions est trop difficile à faire pour que l'ac-
« tion publique ne renonce pas à poursuivre, chez les
« travailleurs, ce qu'elle est impuissante à poursuivre
« plus haut. »

Dans la discussion parlementaire qui suivit à la Chambre, M. Ribot fit une énergique résistance aux propositions présentées par Allain Targé ; l'orateur déclarait que ce n'était pas le moment de se dessaisir d'armes nécessaires, quand les unions ouvrières allaient prendre leur complet développement : Les art. 414, et 415, concluait M. Ribot, ne doivent pas disparaître.

Mais, ajoutait-il dans la séance du 17 mai 1881 (1), si vous donnez aux syndicats la liberté de s'organiser, il faut leur permettre de procéder vis-à-vis de leurs membres par certaines sanctions qui ne sauraient être l'objet d'incrimination au point de vue du droit pénal... or,... l'art. 416 punit le concert pour amener la cessation du travail, lorsque ce concert se traduit par des amendes ou des interdictions.

L'opinion de M. Ribot prévalut finalement à la Chambre et l'art. 416 fut supprimé.

Mais le Sénat refusa de suivre la Chambre dans cette voie et, malgré les efforts de M. Tolain, se rallia à la thèse soutenue à la tribune par M. Marcel Barthe,

(1) Déb. parl., Chambre, séance du 17 mai 1881.

dans son rapport du 24 juin 1882 : l'art. 416 y était considéré comme se liant étroitement et logiquement avec les deux autres articles. Ces derniers ne visaient que des violences graves ; l'art. 416 prévoyait des violences légères sans doute, mais abusives. Finalement, le Sénat refusa de suivre la Chambre et se prononça pour le maintien de la disposition que celle-ci venait de supprimer.

La Chambre l'ayant votée de nouveau et sans discussion dans sa délibération de 1883, la question fut posée de nouveau au Sénat en janvier 1884. — Pour forcer le vote du Sénat, il fallut l'intervention personnelle de M. Waldeck-Rousseau (1). « La conclusion
« qui s'impose à tout esprit logique, disait-il à la tribune du Sénat, dans la séance du 28 janvier 1884,
« c'est que l'art. 416 par cela seul qu'il punit ce que
« l'art. 414 n'a pas jugé punissable peut être tenu
« comme édictant des peines en dehors de tout fait délictueux et, par conséquent, destiné non à frapper la
« coalition criminelle, mais à proscrire la coalition
« quelle qu'elle soit... Les partisans de l'art. 416 reconnaissent comme légitime l'entente, le concert
« entre les ouvriers, entre les patrons pour la
« défense de leurs intérêts, ils admettent les

(1) V. Le discours de Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur, du Sénat, séance du 28 janvier 1884, *J. O. Déb. parl.* du 29, p. 188 et suiv., et de longs extraits de ce discours dans Paul Boncour, *op. cit.*, p. 261 et suiv.

« syndicats professionnels, ils admettent l'amende,
« car toute convention doit avoir une sanction,
« et une obligation de faire ne peut être consi-
« dérée comme vivante, qu'autant qu'elle est garantie
« par une peine, ce qu'on appelle une clause pénale;
« de sorte que, quand on aura atteint un but licite, la
« cessation du travail, par des moyens permis, l'en-
« tente et la clause pénale, on tombera cependant
« sous le coup de l'art. 416 (1). »

Cette intervention entraîna l'assentiment du Sénat, qui, dans la même séance, vota par 151 voix contre 121 l'abrogation de l'art. 416 (2).

Ce sont les conséquences de cette abrogation que nous allons maintenant examiner.

Il ne sera peut-être pas inopportun de relater ici l'évolution qui s'est faite dans le même sens, quoique d'une manière diverse, dans les différents pays d'Europe ou aux Etats-Unis. Un rapide tableau des législations étrangères, qui, presque toutes, aujourd'hui, admettent plus ou moins complètement le droit de coalition, montrera mieux le caractère irrésistible du mouvement syndical et l'inutilité de toute tentative qui lui serait opposée.

(1) V. aussi la circulaire ministérielle du 25 avril 1884.

(2) V. *J. O.*, 29 janvier 1884, *Déb. parl.*, p. 196.

SECTION I

Pays admettant la coalition.

Législation anglaise.

De toutes les législations, la plus favorable aux coalitions est incontestablement la législation anglaise, au moins depuis la loi du 21 décembre 1906.

Dès 1824, l'Angleterre abrogeait, dans son application aux coalitions ouvrières l'antique délit de *conspiracy* et proclamait la liberté de coalition.

Toutefois, les actes ayant vis-à-vis des travailleurs un caractère de contrainte étaient délictueux. Il y eut néanmoins des abus tels qu'en 1825, une nouvelle loi apporta à la liberté de coalition des restrictions plus marquées. La peine pour les procédés d'intimidation et les violences, dont le maximum était de deux mois fut portée à trois mois ; les réunions pacifiques, dans le but de se concerter sur les conditions du travail étaient admises, mais toutes autres réunions et associations étaient déclarées illégales et soumises à la sanction de la common-law, remise en vigueur à titre de *conspiracy*. Enfin la tentative d'intimidation ou de violence était punie comme le fait lui-même. La loi du 28 juin 1871 vint aggraver encore ces dispositions.

La violence, la molestation, l'intimidation sont punies et même la simple surveillance aux abords de l'atelier sans menaces (picketing).

Une agitation s'en suivit, mais malgré les réclamations ouvrières, le cabinet Gladstone refusa jusqu'à sa chute, survenue en 1874, de modifier les lois existantes. Ce n'est qu'en 1875 que des limites raisonnables sont mises à l'inculpation de *conspiracy*. L'amendement de 1871 est abrogé et la nouvelle législation (1) décide que les actes commis de concert deviennent licites, s'ils le sont comme actes individuels, le picketing sans menaces par exemple.

Cette législation libéralement appliquée par la jurisprudence, laissait donc à l'abri de toute répression pénale, comme la loi française de 1884, la simple mise à l'index sans violence. On avait même longtemps considéré que la responsabilité civile du syndicat promoteur de la grève ne pouvait, en pareil cas, être mise en jeu. Toutefois, par deux arrêts de principe (22 juillet et 5 août 1909), la Chambre des Lords, statuant comme la Cour de cassation, avait modifié cette jurisprudence et admis, en certain cas, la responsabilité civile des Unions ouvrières. Dans l'une de ces deux affaires (C^{ie} du Taft-Vale) le syndicat des employés de chemins de fer, fut, sur renvoi après cas-

(1) L. 13 août 1875. V: le texte de cette loi dans Vaillé, *op. cit.*, p. 239.

sation, condamné par jugement du Banc du Roi à 23.000 livre sterling (575.000 francs) de dommages-intérêts envers la Compagnie plaignante.

Cette nouvelle jurisprudence provoqua dans les milieux ouvriers une vive émotion, dont, depuis 1901, tous les congrès annuels des Trade-Unions se firent l'écho. L'affaire fut portée sur le terrain politique par le parti libéral, associé au parti ouvrier, et, dès le lendemain de son avènement, le ministère libéral Campbell-Bannermann saisit la chambre des Communes d'un projet de loi donnant pleine satisfaction aux syndicats. Ce projet est devenu la loi du 21 décembre 1906 (1). C'est l'une des lois sociales les plus hardies qui aient jamais été votées.

Aux termes de la loi nouvelle, aucune poursuite judiciaire ne peut plus être intentée contre les Trade-Unions pour actes relatifs, à la préparation ou à la conduite d'un conflit de travail. On accepte de cette immunité les actes qui constitueraient des crimes ou délits de droit commun.

La mise à l'index sans violence est licite.

La pression persuasive sur les ouvriers, qui, en

(1) V. Le texte de la loi, *Ann. de la lég. du travail*, 1906, p. 208 et sur le mouvement qui a déterminé son vote, v. Alfasse, *Les Trade-Unions en 1902* (Mus. soc. doc., mars 1903). Mantoux et Alfasse, *La crise du Trade-Unionisme, 1903*. Briquet, *Les Trade-Unions devant les tribunaux anglais* (Mouv. socialiste n° 8 et 4 fév. 1902. P. Leroy-Beaulieu, *Le droit de Grève* (Econ. français, 4 janvier 1902). Rec., *op. cit.*, 3^e édit., p. 199 et 200.

cas de grève, continuent à travailler, n'est pas punissable tant qu'elle ne comporte pas de violences. Toute responsabilité légale sera supprimée pour les Trade-Union qui auront provoqué ou encouragé la grève. Leurs fonds se trouveront à l'abri de toute poursuite en dommages et intérêts. Les coalitions des patrons jouissent des mêmes droits. La loi s'applique même aux conflits du travail agricole.

« Cette législation, dit M. Amieux (1), marque une époque dans l'évolution sociale. On ne peut qu'admirer le libéralisme du peuple anglais. Mais il est douteux que de longtemps, une pareille loi puisse trouver son application dans notre pays. L'éducation des masses populaires n'est pas encore faite chez nous... Il serait à craindre, ajoute M. Amieux, que, pour l'instant, une pareille immunité ne devint chez nous le point de départ d'une politique de vexations inutiles et de luttes sans trêve et sans profit. »

Etats-Unis

A côté de la législation anglaise, il convient de placer celles des Etats-Unis.

En effet, le droit commun anglais, qui, avant l'émancipation, était celui des 13 colonies anglaises

(1) A. Amieux, « Une grande loi sociale anglaise » (*Quest. prat.*, 1907, p. 96).

de l'Amérique du Nord, a continué de former jusqu'à nos jours la base de la législation des Etats-Unis.

Dès lors, il serait naturel de penser que la loi de *conspiracy* est encore sans conteste en vigueur, en matière de coalitions et de grèves, aux Etats-Unis. La doctrine cependant n'est pas absolument ferme sur ce point et il est difficile de déduire des précédents judiciaires une théorie certaine et complexe.

Parlant du délit de *conspiracy*, dans ses rapports avec les unions de métiers, les coalitions et les grèves, les rédacteurs du 3^e Rapport annuel du bureau de travail disent : « l'examen de la jurisprudence confirme l'idée qu'il n'y a pas d'infraction punissable par *indictments*, qui soit moins susceptible d'une définition claire et précise que la *conspiracy*... La loi de *conspiracy* a été si rarement appliquée dans le passé, qu'elle est comprise de peu de personnes et que certains juges et hommes de loi l'ignorent eux-mêmes ».

La doctrine générale des vieux livres anglais, sur ce sujet, dit M. Bishop, est admise comme formant le droit commun de notre pays. Cependant, elle a subi des restrictions et nous ne possédons pas assez de précédents pour déterminer exactement en quoi ces restrictions consistent (1).

Dans un autre passage, Bishop essaie de donner

(1) Bishop, *On the Criminal Law*, 2, 7, 128.

une idée plus précise du sujet : « Il est incontestable, dit-il, qu'il y a des actes se rattachant à des coalitions d'ailleurs licites, pour faire hausser les salaires, que tout homme de loi tiendrait pour punissables ; tandis que pas un jurisconsulte, dans notre pays, ne considérerait une simple coalition formée par une classe de personnes dans l'intérêt de leur industrie comme constituant un crime. Si donc nous supposons qu'un semblable complot a été formé, nous devons en considérer la nature particulière, examiner les moyens projetés ou adoptés et décider de la criminalité de ce complot d'après ces circonstances et non d'après une doctrine générale régissant tout complot formé en vue d'un intérêt pécuniaire commun. Il n'est pas douteux d'après cela que si plusieurs ouvriers se coalisent pour abandonner en corps le travail, à moins que le patron ne congédie d'autres ouvriers, et pour porter cette décision à la connaissance de ce patron, cette coalition soit punissable par *indictments*. Nous sommes alors en présence d'un complot par lequel les ouvriers se proposent non seulement de nuire au chef d'industries et de s'immiscer dans la conduite de ses affaires, mais encore de causer un tort à d'autres ouvriers du même métier (1) ».

Au mot *strike* (grève) le dictionnaire de Bonner porte. « Effort concerté entre ouvriers pour obtenir des

(1) Bishop, *op. cit.*, p. 129, note 2.

patrons de plus hauts salaires ou d'autres concessions en suspendant le travail à un moment fixé d'avance. » Quand il se produit paisiblement et sans rupture positive de contrat, il n'est pas illégal, mais il peut devenir parfois une *conspiracy*. Et ce dictionnaire ajoute : « Un complot pour obtenir d'un chef d'industrie une somme qu'il n'est pas dans l'obligation légale de payer, en persuadant aux uns de le quitter, en dissuadant les autres de prendre du travail chez lui, ou en usant de menaces dans ce but... constitue une coalition illégale. On n'a pas le droit de dicter au maître le choix des personnes qu'il emploiera à son travail, ni de dire que ce travail ne doit pas être exécuté par telle personne qu'il plaît au patron de choisir. Si une société ou une union agissait comme telle, détermine une grève ou soutient une exigence extraordinaire d'un gréviste, tous ceux qui appartiennent à l'association et participent à son action sont coupables ».

Ainsi, on le voit par ses citations, la doctrine américaine en matière de coalition, n'est pas très nettement établie. Dans son ensemble cependant, elle semble considérer comme une infraction punissable la coalition qui tend à obtenir le renvoi d'un ouvrier c'est-à-dire la mise à l'index.

La jurisprudence n'est pas non plus exactement fixée (1). Tant que les associations ouvrières sont restées

(1) V. Crouzel, « Le droit américain en matière de coalitions et de grèves » (*Rev. prat. de droit industriel*, 1893, p. 325).

faibles et inorganisées les Tribunaux se sont montrés plutôt défavorables au droit de coalition.

Dans une vieille affaire, soumise en 1813, aux assises trimestrielles du comité d'Alleghany le juge Roberts présenta les conclusions suivantes :

« On a dit à la vérité que tout homme a le droit de fixer pour son travail le prix qui lui convient. Mais ce n'est pas pour avoir demandé de hauts salaires que les accusés sont ici, dit-il, c'est pour avoir employé afin de les obtenir des moyens illicites, des moyens préjudiciables à la communauté. Une coalition pour contraindre un patron à employer seulement une certaine catégorie de personnes est punissable. Elle est la destruction de la liberté des citoyens, elle a une tendance directe à obstruer le commerce et à créer un monopole. Un complot pour empêcher un homme d'exercer librement son industrie ou sa profession dans un endroit est punissable. Dans beaucoup de cas de complot, les moyens employés, ont une apparence licite, fréquemment ils sont tels qu'adoptés par un seul individu, ils auraient réellement ce caractère.... Mais si vous vous coalisez avec d'autres pour ruiner un cordonnier, un tailleur, un chapelier ou un autre artisan ou ouvrier, vous commettez un acte illicite et punissable ». Le juge Roberts développait ainsi la théorie du droit commun anglais relativement à la *conspiracy*.

Dans un autre cas jugé en 1867 à New-Jersey, la

cour suprême de cet Etat décida qu'il y avait *conspiracy* punissable, d'après le droit commun, quand des ouvriers se coalisaient et avertissaient le patron de leur intention de se retirer en corps, s'il ne renvoyait certaines personnes déterminées. C'est là, disait le juge, une intervention intolérable dans la conduite des affaires du patron, une menace propre à désorganiser son établissement.

Mais de bonne heure, par suite de la concentration des forces capitalistes qui appelle la concentration correspondante de la main-d'œuvre, des associations ouvrières se forment qui acquièrent vite une très grande puissance. Dès lors, la loi de *conspiracy* n'est plus que très rarement appliquée (1). Il est d'ailleurs illogique de prohiber la coalition, groupement momentané et de reconnaître le syndicat, groupement permanent et centre naturel de toutes les *conspiracies*

(1) M. Pic signale toutefois une décision récente de la cour suprême des Etats-Unis (fév. 1908), susceptible de provoquer dans les milieux ouvriers une grande émotion. D'après cet arrêt l'*anti-trust law* de 1892 ne s'appliquerait pas seulement aux coalitions patronales poursuivant un but de monopolisation, mais aussi aux mises à l'index émanées des syndicats ouvriers et susceptibles de « réduire la circulation commerciale » (*J. des Débats*, 23 fév. 1908).

Sur les coalitions aux Etats-Unis, v. Levasseur, *L'ouvrier américain* ; Richard Ely, *The Labor Movement in Africa*, France, « Les Syndicats ouvriers aux Etats-Unis (*Réf. sociale*, 1896, 2. 265), Lepelletier, « Grèves aux Etats-Unis » (*Bul. soc. lég. comparée*, 1905, p. 147.

ourdies contre le capital. Aussi, est-ce plutôt dans le sens des institutions d'arbitrage officiel que sont orientés depuis longtemps la plupart des Etats de l'Union américaine (1).

Belgique (2)

Les autres législations présentent moins d'intérêt. Cependant, elles ne doivent pas être passées sous silence.

La législation belge, sur cette matière comme sur tant d'autres, a été influencée constamment par la législation française qu'elle a suivie presque pas à pas.

La Constitution de 1831, tout en reconnaissant le droit de réunion et d'association, n'admettait pas le droit de coalition. L'art. 310, du Code pénal, qui regissait la matière, n'était que la reproduction de vos art. 414, 415 et 416.

Cette législation fut toujours rigoureusement appliquée et subsista jusqu'en 1866.

En 1858, des pétitions, dues à l'initiative de l'économiste Molinari, furent déposées sur le bureau des Assemblées législatives pour demander le droit de coa-

(1) Sur la législation et la pratique des Etats particuliers. V. Crouzel, *op. cit.*, p. 331 et suiv., Vaillé, p. 250 et suiv.

(2) V. Bodeux « Les atteintes à la liberté du travail » (*Revue pratique du droit industriel belge*, 1898 et 1899. *Annuaire de lég. étrangère*, 1893, p. 480.

lition. La chambre prit cette demande en considération et une commission fut nommée pour élaborer un projet. Le gouvernement en déposait un en même temps dans lequel il déclarait seules punissables les coalitions injustes et arbitraires. La discussion de ces projets fut longue et difficile. Finalement, sur la proposition de sa commission la chambre résolut de distinguer 3 sortes de coalitions : les coalitions pacifiques ne violant ni loi, ni contrat ; les coalitions pacifiques violant un contrat civil ; les coalitions accompagnées de menaces, violences et manœuvres frauduleuses. La 1^{re} catégorie était seule licite ; la 2^e était punie d'une amende de 26 à 100 francs et de 8 jours à trois mois de prison ; les peines pour le 3^e groupe étaient encore plus fortes et le simple rassemblement était lui-même atteint. On aperçoit de suite l'illogisme de ce projet sanctionnant de peines correctionnelles la violation d'un contrat civil. Cette violation ne saurait pouvoir, en effet, entraîner une sanction pénale. C'est ce qu'on fit valoir à la tribune du Sénat et celui-ci se rangea à cette opinion en appliquant aux coalitions violentes les peines que la chambre avait réservées au 2^e groupe. C'est dans ce sens que fut votée la loi du 31 mai 1866 ; elle modifiait l'art. 418 du Code pénal comme suit : « Sera puni d'un emprisonnement de 8 jours à 3 mois et d'une amende de 26 à 1.000 francs ou d'une de ces 2 peines seulement, toute personne qui, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de por-

ter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail, aura commis des violences, proféré des injures ou des menaces, des défenses ou toute proscription quelconque, soit contre ceux qui travaillent, soit contre ceux qui font travailler. Il en sera de même de ceux qui, par des rassemblements, près des établissements où s'exerce le travail ou près de la demeure de ceux qui le dirigent, auront porté atteinte à la liberté des maîtres et des ouvriers.»

C'est à peu de choses près la copie de la loi française de 1864, avec, semble-t-il, un peu plus de clarté, de précision dans les termes. Toutefois, les pénalités étaient moindres : 8 jours à 3 mois de prison et 26 à 1.000 francs d'amende, au lieu de 6 jours à 3 ans et 16 à 3.000 francs.

Après la loi de 1866, les grèves augmentèrent en Belgique dans une notable proportion (1). En même temps, les scènes de violence, les menaces augmentent, la dynamite est même employée comme moyen d'intimidation. Le gouvernement jugeant alors insuffisante la répression, demande au pouvoir législatif la modification de la loi du 31 mai 1866. Le 30 mai 1892 (2), satisfaction lui était donnée et un projet était voté qui modifiait l'art. 310 de deux façons :

1° En ce qui concerne la peine, celle-ci était élevée

(1) V. Lavollée, *Les classes ouvrières en Europe*, II, p. 284.

(2) V. Le texte de cette loi dans l'*Annuaire de législ. étrangère*, 1893, p. 480.

et oscillait désormais entre un mois et deux ans de prison, entre 50 et 1.000 francs d'amende, peine encore inférieure à celle de la loi française ;

2° En ce qui concerne les faits qualifiés délits ; l'énumération de la loi belge, déjà plus complète que celle de la loi française, était jugée insuffisante et ainsi complétée.... « soit en se livrant à des actes d'intimidation à l'égard des ouvriers qui se rendent au travail ou en reviennent, soit en provoquant des explosions près des établissements dans lesquels s'exerce le travail ou dans les localités habitées par les ouvriers, soit en détruisant les clôtures des établissements dans lesquels s'exerce le travail ou des habitations ou terres occupées par les ouvriers, soit en détruisant ou en rendant impropres à l'usage auquel ils sont destinés les outils, instruments ou engins de travail ou d'industrie. »

C'est cette législation très rigoureuse, qui est encore en vigueur en Belgique. Mais il y a tout lieu de penser que la force, sans cesse croissante, du mouvement socialiste et qui, depuis l'adoption de la représentation proportionnelle, compte au Parlement des représentants à chaque élection plus nombreux, déterminera dans un avenir assez prochain, le vote de dispositions plus libérales.

Allemagne (1)

Les corporations du Moyen Age ont subsisté en Allemagne jusqu'en 1869. Des chartes corporatives déterminaient dans leurs moindres détails les rapports entre maîtres et ouvriers. La coalition était considérée comme un grave délit.

Mais en devenant une grande nation industrielle, l'Allemagne ne pouvait conserver ces vestiges d'un autre âge. Aussi, l'ordonnance du 21 juin 1869 édictée par son article 152, le droit pour tout individu qui prend part à une grève de s'en retirer et pour tout individu qui a pris l'engagement de faire grève, le droit de ne pas le tenir. La grève devient licite, mais l'article 153 punit les violences et la mise à l'index : « Celui qui, par des violences matérielles, par des menaces, par des injures ou par la mise à l'index, veut obliger quelqu'un à se joindre à ces coalitions ou qui l'empêche par ces moyens de s'en retirer, sera puni de prison jusqu'à 3 mois, si le Code pénal n'a pas édicté une peine plus grave ».

(1) V. Morisseaux, *Législation du Travail en Allemagne* ; Michel, « La législation sur les grèves et les délits connexes en Allemagne » (*Econ. franç.*, 12 avril 1899, p. 235).

H. Heinemann, « Das Koalition recht » (*Son Praxis*, 11 décembre 1902). Blondel, « Les Grèves en Allemagne » (*Bul. soc. Lég. comp.*, 1905, p. 122).

Cette loi fut assez mal accueillie. Un violent mouvement de réaction se produisit, protestant contre la liberté industrielle que reconnaissait la loi nouvelle. Une association d'artisans fut même fondée qui inscrivit dans son programme la nécessité de l'apprentissage avec examen professionnel des apprentis et voulut établir des rapports de bienveillance entre patrons et ouvriers et créer des chambres industrielles (1).

En 1874, l'Association comptait 20.000 adhérents, et, en 1878, elle se constitua en parti politique en demandant la reconstitution des corporations avec leurs anciens statuts. Elle échoua complètement dans sa tentative et la loi de 1869 subsiste. A diverses reprises, le gouvernement, trouvant insuffisante la répression des coalitions, a essayé, mais vainement, d'obtenir du Reichstag une législation plus sévère.

SECTION II

Pays n'admettant pas la coalition.

Nous terminons par la Russie ce rapide tableau des législations étrangères. C'est le seul grand pays, en effet, qui n'admette pas le droit de coalition.

(1) Lavollée, *L'Ouvrier européen*, t. I^{er}, p. 256.

La Russie (1). — La Russie, née depuis peu à la vie industrielle, ne connaît point encore les troubles économiques qu'entraîne avec elle l'apparition de la grande industrie. Des lois très rigoureuses interdisent à l'ouvrier, sous peine de sanctions sévères, de résilier le contrat qu'il a signé. En effet, il n'est pas permis à l'ouvrier, quelles que soient les circonstances, de changer les termes de son contrat sous peine de 3 mois d'arrêt (Loi du 15 juin 1886).

Par contre, le patron est obligé de suivre les prescriptions de loi qui contient des dispositions relatives au mode et à la nature du paiement des ouvriers sous peine d'une amende de 50 à 500 roubles. Si sa désobéissance à la loi occasionne des grèves parmi les ouvriers et rend nécessaire l'intervention de la force publique, il est puni de 3 mois d'arrêt et déchu du droit de diriger une fabrique.

En outre, l'art. 358 du Code pénal stipule : « En cas d'interruption du travail à la suite d'une grève dont l'objet est de contraindre le propriétaire d'une fabrique à augmenter les salaires ou à modifier d'autres conditions du travail avant son expiration, les coupables seront punis : les instigateurs et meneurs de 4 à 8 mois, les autres grévistes de 2 à 4 mois de

(1) V. Verstraete, *La Russie industrielle*, 1897. Kovalevski, *Le régime économique de la Russie*, 1901. Marie Stromberg « La production capitaliste et la question ouvrière en Russie » (*Rev. soc.*, juillet 1907).

prison. - Parmi les ouvriers, ceux qui quitteront le parti de la grève à la première sommation de la police seront libérés de la peine ». Ainsi ce ne sont pas les violences, les menaces, les moyens d'intimidation que punit la loi russe, c'est la grève elle-même et l'accord préalable. La législation, en sanctionnant pénalement la rupture d'un contrat civil, se substitue injustement au patron qui doit avoir seul le droit de poursuivre au civil et de demander des dommages-intérêts. Bien plus le pouvoir exécutif intervient dans les conflits pour donner des ordres au patronat. « Lors des grèves de Lodz, qui eurent lieu vers 1893, raconte Marie Stromberg (1), les patrons étaient tout disposés à acquiescer aux revendications de leur personnel, parce qu'on était en pleine période de prospérité industrielle, que les affaires marchaient bien et que les demandes des ouvriers n'étaient pas exagérées, la police les invita à ne rien céder aux grévistes. A Saint-Petersbourg, le gouvernement défendit aux patrons de faire des concessions aux ouvriers et arrêta et exila les grévistes. »

Et même, la contagion des grèves européennes semble effrayer le gouvernement russe. Au printemps de 1897, alors que les coalitions se succédaient sans interruption dans l'Europe Occidentale, le Ministre des finances russes, dans une circulaire aux inspec-

(1) *Revue socialiste*, 1897.

teurs des fabriques insistait sur la criminalité des grèves. « Les patrons, disait-il, sont les pères des ouvriers et c'est d'eux seuls que les ouvriers doivent attendre l'amélioration de leur sort (1). »

(1) V. Musée social, 25 avril 1897. Série A : L'industrie dans la Russie centrale.

CHAPITRE II

CONSÉQUENCES DE L'ABROGATION DE L'ARTICLE 416

La mise à l'Index n'est plus un délit pénal.

Nous avons vu dans le précédent chapitre comment la législation française était parvenue, à la suite d'une longue évolution, à la reconnaissance complète du droit de coalition. Après une lutte très vive, le législateur a finalement abrogé, par l'article 1^{er} de la loi du 21 mars 1884, l'article 416 du Code pénal, qui punissait tous ceux qui auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté.

Que cette abrogation soit absolue, c'est ce qui ne saurait faire de doute. Il importe peu que la loi de 1884 soit relative aux syndicats professionnels. La formule de l'article 1^{er} est sans réserve : « Sont abrogés, y est-il dit, la loi du 14-27 juin 1791 et l'article 416 du Code pénal ».

L'application en est donc universelle s'il n'y a pas à distinguer entre les groupements permanents ou syndicats professionnels et les groupements temporaires, grèves ou coalitions.

Que l'interdiction de travail ou la mise à l'index, en particulier, soit l'œuvre d'un groupement organisé, tel qu'un syndicat, ou d'un groupement passager, elle n'est donc pas réprimée par la loi (1).

C'est ce que la circulaire ministérielle de M. Waldeck-Rousseau en date du 23 août 1884 (2), prise pour assurer l'exécution de la loi du 21 mars 1884, précise de la manière suivante :

« 1° Le fait de se concerter, en vue de préparer une
« grève, n'est plus un délit ni pour les syndicats de
« patrons, d'ouvriers, d'entrepreneurs d'ouvrages, ni
« pour les ouvriers, patrons, entrepreneurs d'ouvrage
« non syndiqués ;

« 2° Cessent d'être considérées comme des atteintes
« au libre exercice de l'industrie et du travail, les
« amendes, défenses, proscriptions, interdictions pro-
« noncées par suite d'un plan concerté. »

La jurisprudence se prononce dans le même sens.

(1) Sirey, *Lois annotées*, 1884, p. 646, note 4. Hermann, *De l'organisation du travail*, Aix, 1886, p. 124.

(2) V. le texte complet de cette circulaire dans le *Bulletin officiel du Ministre de l'intérieur*, 1884, p. 407-416. Voir aussi César Bru « De la portée de l'abrogation de l'article 416 du Code pénal par la loi de 1884, *Revue générale du Droit*, 1892, p. 408.

De nombreux arrêts (1) sont intervenus sur ce point qui tous consacrent une solution analogue. La question d'ailleurs ne pouvait faire doute, il ne s'agit ici que de l'application pure et simple d'une disposition légale dont le sens est très net.

Mais si, d'une façon générale, la mise en interdit ne tombe pas sous le coup de la loi pénale, il y a certaines circonstances de fait qui peuvent la rendre illícite. Ainsi, il a été jugé (2) et très bien jugé selon nous, que l'action du syndicat ici n'est légitime qu'à la condition de s'exercer hors de l'atelier ou du chantier du maître. Les réunions dans lesquelles se discutent les intérêts des ouvriers, la propagande faite pour recruter de nouveaux adhérents au syndicat, tout cela devient abusif, si le syndicat prend pour théâtre de ses opérations les locaux du patron. Il y a quelque chose qui rappelle le respect dû au domicile ; entre patrons et ouvriers une certaine indépendance doit régner, qui exclut ces espèces d'invasions violentes, d'irruptions sur les chantiers. Le syndicat

(1) Trib. civ. de Lyon, 13 mai 1885, *Gaz. Pal.*, 85, II^e partie, p. 133. — Bourges, 19 juin 1894. D. 94, 2, 441 et note Planiol. Toulouse, 20 juillet 1896 (aff. Eességuier) et sur Rég. réf., 29 juin 1897. D., 97, 1, 537 et la note de M. Dupuêch. S., 97, 1, 17 et la note de M. Esmein. Paris, 97, 1, 337 et la note de M. Merignac. — Limoges, 10 juin 1902. S., 1903, 2, 223. Amiens, 7 juillet 1905. S., 1906, 2, 66. Civ. cass., 25 janv. 1905. D., 1905, 1153 et note Planiol. S., 1906, 1, 208 et note Wahl. Nîmes, 30 janvier 1907. *Moniteur jus. de Dijon*, 26 sept. 1907.

(2) Bourges, 19 juin 1894. D., 1894, 2, 441 et note Planiol.

outrepasse certainement son droit quand il emprunte le propre atelier du patron pour y exercer son influence sur les ouvriers.

En outre, pour que la mise en interdit ne soit plus répréhensible il faut qu'elle soit exempte de malveillance (1). Il faut ensuite qu'elle ne s'accompagne d'aucun acte délictueux, par exemple, que les affiches apposées par le syndicat ne contiennent aucun blâme ni aucune imputation malveillante pour le patron (2). Il faut surtout qu'elle n'entraîne ni violences, ni menaces, ni manœuvres frauduleuses (3). Dans ce dernier cas, en effet, il y a lieu à l'application de l'art. 414 du Code pénal, modifié par la loi de 1864 qui punit d'un emprisonnement de six jours à 3 ans et d'une amende de 16 à 3.000 francs ou de l'une des violences ou voies de fait, les menaces ou manœuvres frauduleuses employées par les coalisés contre les dissidents.

Le délit prévu et puni par cet art. 414 suppose la réunion de deux conditions :

1° Il faut qu'il y ait eu des violences ou des voies de fait, des menaces ou des manœuvres frauduleuses (4) ;

(1) Cass. Rég., 25 janvier 1905. D. 1905, 1, 153.

(2) Trib. civ., Douai, 7 mai 1902. D. 1903, 2, 329.

(3) Toulouse, 20 juillet 1896 (Af. Rességuier précitée).

(4) Sur le sens exact de ces expressions, voir Pic, *op. cit.*, 3^e édit., p. 204 et 205. M. Pic fait justement remarquer à ce propos que la loi française, à la différence de certaines lois étran-

2° Il faut que ces différents actes aient eu pour but de porter atteinte à la liberté du travail, en assurant le succès d'une coalition qui risquait de ne pas aboutir sans l'emploi de ces moyens illicites (1). Il n'est pas indispensable d'ailleurs que le but poursuivi ait réellement été atteint, il suffit qu'il y ait eu tentative dans le sens de l'art. 2 du Code pénal, c'est-à-dire commencement d'exécution, suspendu par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.

Ces deux conditions sont nécessaires et suffisantes. Il n'est pas nécessaire que les actes incriminés émanent de l'un des ouvriers ; s'ils sont le fait d'un tiers, d'un journaliste, par exemple, ou d'un homme politique intéressé pour des raisons de parti au succès de la grève, ils n'en sont pas moins délictueux. Mais la responsabilité pénale du tiers ne saurait être engagée, s'il s'était borné à conseiller les actes incriminés, et s'il ne pouvait, à raison des circonstances, être considéré ni comme coauteur, ni comme complice de

gères, n'ayant pas déclaré punissables les simples faits d'intimidation, tels que le *rattening* ou le *picketing* (1), on ne saurait admettre que ces faits puissent donner lieu à des poursuites pénales, soit comme menaces, soit comme manœuvres frauduleuses (V. cependant en sens contraire, Trib. cor., Montluçon, 30 mai 1906. D. 1907, 5, 11).

(1) Paris, 16 octob. 1894, *Gaz. Pal.*, 94, 2, 679.

(1) *Rattening* : enlèvement des outils ou des vêtements des non grévistes. *Picketing* : simple surveillance sans menaces aux abords des ateliers ou des maisons des non grévistes.

voies de fait, menaces ou manœuvres imputées aux grévistes (1).

Mais en dehors de ces circonstances spéciales, la jurisprudence est complètement d'accord pour reconnaître la non repréhensibilité pénale de la mise à l'index. Réduit à ces proportions, ce droit ainsi reconnu aux syndicats, apparaît comme une institution raisonnable et tolérable, quelque gêne qu'il doive en résulter pour les patrons. Il faut bien admettre, en effet, dit M. Planiol (2), que la loi du 21 mars 1884, en donnant aux organisations ouvrières, une forme légale, a changé quelque chose dans le monde industriel et a reconnu implicitement aux syndicats des moyens d'action dont il a le droit d'user.

Cela semble incontestable et cependant cela a été contesté. Dans les conclusions prises devant la Cour de cassation par M. l'avocat général Ronjat au cours d'un pourvoi formé contre un arrêt de la cour de Grenoble dans la célèbre affaire Joost contre Syndicat de Jallieu (3), on trouve une théorie différente. D'après celle-ci, l'art. 416 serait bien abrogé, mais le fait d'exiger du patron le renvoi d'un ouvrier en le menaçant d'une grève, tomberait sous le coup de l'art. 414.

(1) Toulouse, 20 juillet 1893, af. Rességnier, arrêt précité. V. aussi la consultation, en faveur de M. Rességuier, de M. Waldeck-Rousseau, *Gaz. du Pal.*, 15 sept. 1899.

(2) Note dans Cass., 25 janv. 1905. D. 1905, 2, 154.

(3) V. ces conclusions, cass. 22 juin 1892, S. 93, 1, 47.

La même théorie fut soutenue devant la Cour de cassation, dans un autre pourvoi, par M. l'avocat général Desjardins (1).

En faveur de leur opinion, MM. Ronjat et Desjardins ont cité un arrêt de la Cour de cassation d'après lequel les menaces de grève, ainsi faites dans le but d'interdire le travail à un ouvrier, constituent des menaces prévues et punies par l'art. 414 (2). Or, disent-ils, l'art. 414 n'étant pas abrogé, les faits qu'il atteint sont toujours punissables.

Cette théorie nous paraît inadmissible. Elle tend, en effet, à rien moins qu'à faire revivre, en l'aggravant de la manière la plus sérieuse, l'ancien art. 416 du Code pénal.

Les faits que réprimait cet article étaient ceux qui tendaient, en vertu d'un plan concerté, à porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail. C'était, par exemple, le fait par des ouvriers d'empêcher sous des menaces de grève, un patron de garder ses ouvriers (3), ou celui de mettre un atelier à l'index et de défendre aux ouvriers d'y travailler (4).

Dans l'espèce qui motive les conclusions de M. Des-

(1) Cass., 2 juin 1896, S., 97, 1, 27.

Dans les deux cas d'ailleurs, la question était étrangère à l'espèce soumise à la cour et celle-ci n'a pas eu à se prononcer.

(2) Cass., 5 avril 1867, S., 67, 1, 222. — Dallos, Repert V^o Ouvriers, n^o 149.

(3) Cass., 28 août 1872, S., 74, 1, 38. — P. 1874, 179.

(4) Paris, 17 mai 1882, S., 1882, 2, 276. — Cass., 11 mai 1883, S., 83, 1, 432.

jardins, on se trouvait en présence d'un cas rentrant dans la première de ces hypothèses ; il ne pouvait donc plus être question de répression pénale, puisque l'art. 416, qui seul édictait cette répression a disparu.

Mais M. Desjardins estime, au contraire, qu'on peut appliquer ici l'art. 414 du Code pénal, qui punit « quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail ». Or, dit M. l'Avocat Général, dans l'espèce en question, il y a eu des menaces ; celles-ci ont porté atteinte à la liberté du travail et de l'industrie, l'art. 414 est donc applicable.

Cette doctrine soulève de graves objections. L'abrogation de l'art. 416, abrogation édictée pour favoriser le libre exercice du droit de grève, aurait ainsi pour conséquence de rendre l'art. 414 applicable, du moins quand les interdictions faites à un patron d'employer tel ouvrier, ou à un ouvrier de travailler chez tel patron, sont accompagnées de menaces ; il est en conséquence applicable, dans tous les cas où l'art. 416 l'était autrefois, car ce n'est évidemment pas par la persuasion que les ouvriers songeront à réaliser leur but ; ce ne sont pas des moyens de ce genre que visait l'art. 416.

Or, l'art. 414 Code pénal est sanctionné d'une manière beaucoup plus sévère que ne l'était l'art. 416. En effet, la contravention à l'art. 416 était punie d'une amende de 16 à 300 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois, ou de l'une de ces peines seulement ; la contravention à l'art. 414 est punie d'un emprisonnement de 6 jours à 3 ans et d'une amende de 16 à 3.000 francs, ou de l'une de ces peines seulement ; en outre, comme il y a eu nécessairement plan concerté — l'application de l'art. 416 était à ce prix — on ajoutera, avec l'art. 415, que les coupables peuvent être mis sous la surveillance de la haute police pendant un délai de 2 à 5 ans.

On comprend tout de suite la gravité d'une pareille interprétation. A notre avis, elle doit être repoussée (1). Il nous semble que l'art. 414 a trait à une hypothèse toute différente de celle de l'article 416. Il vise le cas où on provoque « une cessation concertée de travail », c'est-à-dire une grève, tandis que dans l'espèce que nous étudions, et dans toutes celles que la jurisprudence a eu à apprécier depuis la loi du 21 mars 1884, les syndicats ou les ouvriers usaient de la grève pour arriver à leurs fins ; l'art. 414 prévoit donc seulement l'hypothèse où ils emploieraient des moyens illicites pour provoquer la grève ; en d'autres termes,

(1) Dans ce sens : Paul Boncour, *Le fédéralisme économique*, p. 266 et suiv. — Hamelet, *La Grève*, p. 94 et 95.

pour qu'un acte rentre dans ceux prévus par l'art. 414, il faut que la grève y soit un résultat cherché et non pas un moyen employé. C'est bien ainsi que la jurisprudence l'a toujours entendu (1).

L'arrêt précité du 5 avril 1867 ne dit pas autre chose. Le rapprochement de ses divers considérants, fait, au contraire, très nettement apparaître la différence d'application qui existait entre les art. 414 et 416. Deux faits différents s'y trouvent relevés : l'un consistait dans une interdiction faite à un patron d'employer tel ouvrier, l'art. 416 lui a été appliqué ; l'autre consistait dans des menaces adressées à un ouvrier pour l'obliger à s'affilier à une grève, et ici, c'est à l'art. 414 que la Cour de cassation a fait appel. « Dans l'espèce, disait alors M. l'avocat général Bédarrides, les menaces d'interdiction adressées aux « ouvriers de Leclerc n'ont pas été incriminées au « même titre que l'interdiction prononcée contre « Werly, qu'ils avaient reçu parmi eux. Elles l'ont « été comme menaces ayant causé une grève ; les ou- « vriers qui ont abandonné le travail se sont trouvés « à l'abri de toute poursuite, parce que le délit de « coalition n'existe plus ; mais ceux qui les ont en- « traînés par la menace à la désertion des ateliers et « ont ainsi porté atteinte par une coalition à la liberté « du travail, devaient être poursuivis, et l'arrêt qui

(1) V. Montpellier, 20 mai 1886, S., 1886, 2, 160.

« les a condamnés n'a fait qu'une juste application de « la loi. »

D'ailleurs, c'est un principe certain de notre droit que les dispositions pénales doivent être interprétées à la lettre ; on ne saurait donc appliquer l'art. 414 au cas où les moyens employés auraient un autre but que celui de provoquer « une cessation concertée du travail », c'est-à-dire une grève (1).

On comprend que les manœuvres destinées à porter une atteinte quelconque à la liberté du travail, aient été, par l'art. 416 Code pénal, moins sévèrement punies et ne soient plus aujourd'hui considérées comme un délit. Forcer un ouvrier à se mettre en grève, c'est lui ôter ses moyens d'existence, lui rendre plus difficile sa rentrée dans l'usine à la fin de la grève, faire de lui une proie pour les fauteurs de désordres, l'exposer à se rendre complice de crimes ou de délits contre les personnes et les propriétés, augmenter enfin le danger qu'une grève peut faire courir à l'organisation sociale. Au contraire, mettre un patron ou un ouvrier à l'index, c'est simplement forcer le premier à fermer ses ateliers pendant quelque temps ou à

(1) Le célèbre criminaliste français M. Garraud, dont les ouvrages font autorité en la matière, est d'avis que l'art. 414 du Code pénal est sans application à la répression des faits qui, comme la menace faite à un ouvrier de la priver de travail s'il n'entre pas dans le syndicat, ou à un patron de mise à l'interdit s'il ne renvoie pas un ouvrier, étaient visés par l'art. 416. *Traité de droit pénal*, T. S., p. 447 et 448.

chercher des ouvriers plus loin ; c'est forcer le second à s'éloigner de l'usine pour trouver ailleurs du travail ; le danger est nul pour la société, seuls les intérêts particuliers sont lésés.

La jurisprudence est aujourd'hui complètement fixée en ce sens, il n'existe, à notre connaissance, qu'une seule décision en sens contraire : c'est un arrêt de la Cour de Paris du 5 février 1901 qui décide que « la mise à l'index d'un établissement industriel, c'est-à-dire, la défense faite à tous les ouvriers, sous la menace de ne pas trouver à s'employer, de travailler pour le patron dont l'établissement est mis à l'index, tombe sous l'application des dispositions du Code pénal (1) ».

Mais c'est un arrêt isolé, manifestement contraire à l'esprit de la loi, qui est dans le sens que nous avons précédemment indiqué, à savoir que, depuis la loi de 1884, qui a abrogé l'art. 416, la mise à l'index ne saurait plus constituer les éléments d'un délit pénal (2).

On a quelquefois opposé à cette manière de voir,

(1) V. cet arrêt dans Sirey, 1902, 2, 277 et la note.

(2) V. en ce sens de très nombreuses décisions de jurisprudence : Grenoble, 28 octobre 1890, 91, 2, 241. Cir. Cass., 22 juin 1892. D., 92, 1, 449, et sur renvoi Chambéry, 14 mars 1893, D., 93, 2, 191. — Nancy, 14 mai 1892. D., 92, 2, 433. — Lyon, 2 mars 1894 et 15 mai 1895. D., 95, 2, 305 et 95, 2, 310. — Paris, 31 mars 1896, D. 96, 2, 184 ; Civ., Cass., 25 janvier 1905. D. 1905, 1, 153 et note Planiol, S. 1906, 1, 209 et note Wahl.

l'opinion contraire, mais apparemment, selon nous, de M. Thaller.

Dans un article de la *Revue critique de législation* (1) le savant professeur de la Faculté de Paris s'est attaché à démontrer que toute question de pénalité n'a pas disparu pour la mise à l'index, en s'appuyant sur le raisonnement suivant : Si l'art. 416 a disparu, l'art. 414, qui punit dans la grève les violences et menaces, n'est pas touché par la loi nouvelle. Ce qui caractérise la mise à l'index, c'est qu'elle est accompagnée de sous-entendus sur le sens desquels l'intimé ne saurait se méprendre, il sait qu'à ne pas obéir, il expose sa vie ; la menace n'est pas expresse, mais elle existe.

Ce raisonnement ne vous semble nullement impliquer de la part de M. Thaller la pensée que la mise à l'index serait en elle-même un délit pénal. M. Thaller croit seulement que toujours la mise à l'index sera accompagnée de sous-entendus qui constituent des menaces et des menaces graves. Il est bien évident qu'une pareille mise à l'index tombe sous le coup de l'art. 414, elle pourrait même tomber sous le coup des art. 306 et 307 du Code pénal. Mais ce n'est pas en tant que mise à l'index, c'est en tant que menaces.

L'opinion de M. Thaller est donc parfaitement fondée, mais elle ne saurait être opposée à notre manière

(1) V. *Revue critique de législation*, 1884, p. 390 et 391.

de voir, puisqu'elle concerne une hypothèse différente.

Ainsi, il semble bien certain aujourd'hui qu'on ne peut faire tomber sous le coup de l'art. 414 et considérer comme un délit pénal aucun des faits constitutifs de l'interdiction de travail, aucune des menaces qu'elle entraîne : menaces adressées à l'ouvrier. Il ne peut plus être question de répression pénale depuis la loi de 1884 dans l'hypothèse d'une interdiction de travail pure et simple, sans violences ni menaces ; elle est légitime comme le droit de grève lui-même.

CHAPITRE III

LA MISE A L'INDEX EST-ELLE UN DÉLIT CIVIL ?

Nous venons de voir que la mise à l'index pure et simple d'un établissement industriel n'est plus, depuis la loi de 1884 qui a abrogé l'art. 416, un délit pénal, c'est un point désormais acquis.

Mais ne peut-elle pas engager la responsabilité civile des ouvriers coalisés ou du syndicat qui en a pris l'initiative et la direction ?

Cette question de responsabilité est d'une importance capitale. Quelle que soit en effet la conséquence de l'abrogation de l'article 416 au point de vue pénal, si les ouvriers ou les syndicats peuvent être recherchés, au point de vue civil, pour le préjudice qu'ils ont pu causer à l'ouvrier ou au patron, frappés d'interdit, alors même qu'aucune circonstance spéciale ne serait relevée à leur charge, l'intérêt de la réforme se trouve singulièrement compromis. La crainte d'une responsabilité civile peut, en effet, retenir dans l'inac-

tion les chefs des mouvements ouvriers, même quand leur intervention serait justifiée.

La question mérite donc d'être examinée avec le plus grand soin, et, à vrai dire, elle a déjà été posée, sous une forme un peu différente. On s'est demandé si la grève, brusquement déclarée, sans préavis ni observation des délais d'usage, ne pouvait pas donner lieu à des dommages-intérêts, à l'égard du patron lésé.

Ainsi présenté, le problème est plus général. Mais la solution dont il est susceptible ne peut être différente de celle qu'il conviendra de lui donner, lorsque nous examinerons la légitimité de la mise à l'index, au point de vue civil.

Nous commencerons donc, pour la commodité de la discussion, par examiner le premier point, à savoir, si la grève, ou, en d'autres termes, la cessation brusque du travail ne peut donner lieu à aucune responsabilité civile.

§ 1. — *Théorie de l'Ecole libérale.*

D'après l'école libérale, représentée notamment par M. Paul Leroy-Beaulieu (1), la solution de la ques-

(1) V. Paul Leroy-Beaulieu, « De la nécessité de préciser le droit de grève », *Economiste français*, 17 août 1895, p. 20, et Pierre Leroy-Beaulieu, « Le droit de grève et le contrat de Travail », *Economiste français*, 4 janvier 1902, p. 5.

tion de la responsabilité syndicale en matière de grève devrait être cherchée dans l'assimilation des collectivités aux individus en cas de brusque dénonciation du contrat de louage de services.

M. Paul Leroy-Beaulieu admet que la grève, c'est-à-dire la cessation simultanée du travail en vertu d'un accord entre les ouvriers d'un même établissement ou d'une même industrie, est un droit incontestable dont on ne saurait, sans injustice, prétendre priver les ouvriers. Le droit de grève se justifie très bien, dit M. Leroy-Beaulieu, parce qu'on ne peut interdire à cent ouvriers ou à mille de cesser le travail d'un commun accord, quand cette cessation est parfaitement licite à chaque ouvrier isolément, et bien qu'il n'y ait pas, en droit positif et en droit naturel, une assimilation absolue entre un acte isolé et spontané d'une part, et une série d'actes collectifs et concertés d'autre part, le savant économiste admet que le droit de grève est une simple extension du droit individuel qu'a tout ouvrier de cesser le travail ; ce qu'un ouvrier peut faire, cent le peuvent aussi, et mille ou dix mille. Seulement, ajoute-t-il, cette assimilation doit être complétée. Les cent, les mille ou les dix mille ouvriers qui font grève ne peuvent avoir plus de droit en ce qui concerne la cessation du travail que n'en a un ouvrier isolé. Or, quels sont les droits d'un ouvrier isolé au regard de la cessation du travail ? Ces droits sont déterminés et limités par le contrat de travail, tel qu'il a

été défini par la loi ou la coutume. Un ouvrier isolé, qui est occupé d'une manière habituelle dans un établissement, ne peut, d'après le contrat de travail, quitter le travail brusquement. Il faut qu'il prévienne un certain temps à l'avance, soit 8 jours, soit 15 jours, soit un mois, suivant les cas. Le patron a d'ailleurs des obligations corrélatives : il ne peut congédier un ouvrier brusquement ; il doit le prévenir, soit 8, soit 15 jours, soit un mois à l'avance ; quel que soit ce délai, il y en a un et il doit être observé de part et d'autre, aussi bien par l'ouvrier que par le patron.

Ce sont à la fois des raisons d'intérêt public aussi bien que d'intérêt privé qui motivent ces délais, et il n'y a pas lieu d'y insister, tant elles sont évidentes.

S'il en est ainsi pour la cessation individuelle et spontanée du travail, il n'en saurait être autrement pour la cessation collective et concertée. Puisque le droit de grève découle simplement du droit qu'a l'ouvrier de cesser individuellement son travail, il doit être soumis aux mêmes obligations que la cessation individuelle du travail, à savoir le respect des délais d'usage. Cent ou mille ouvriers ne peuvent avoir plus de droit de violer le contrat de travail que n'en a un seul ouvrier. Tout au contraire, on pourrait soutenir que l'acte collectif et concerté de cent ou mille ouvriers étant, quant à ses conséquences, infiniment plus grave que l'acte spontané d'un ouvrier agissant isolément, l'acte collectif et concerté devrait être astreint à plus de

limitation que l'acte individuel et spontané. En tout cas, il doit y avoir au moins assimilation absolue. On ne saurait concevoir, en effet, comment cent ou mille ouvriers agissant collectivement et de concert auraient chacun plus de droits que n'en a chaque ouvrier agissant isolément.

Ceci posé, il en résulte que, au point de vue de l'équité et de l'intérêt social, toute grève doit respecter les délais d'usage pour la cessation individuelle du travail. Par conséquent, dit M. Leroy-Beaulieu, « il ne peut pas y avoir, en droit, de grève immédiate, il ne peut y avoir que des grèves à termes ».

Ainsi, toute grève qui ne respecte pas les délais du contrat de travail, c'est-à-dire qui n'est pas précédée d'une mise en demeure faite, soit 8 jours, soit 15 jours, soit un mois, suivant les cas, avant l'abandon de l'ouvrage, est contraire au droit et constitue une perturbation industrielle qui doit être réprimée. Si, au contraire, la grève est précédée de cette mise en demeure, si elle s'effectue à terme, à un terme connu d'avance et réglé par les usages du contrat du travail, la grève est licite. Ainsi, d'après cette théorie, les ouvriers syndiqués, qui, en vertu d'un plan concerté, se mettent brusquement en grève, sans respecter les délais d'usage pour la cessation individuelle du travail, causent, de ce fait, soit aux patrons des établissements, soit aux ouvriers dissidents, des dommages dont il est dû réparation par le syndicat.

Ces dommages-intérêts, d'après M. Leroy-Beaulieu, pourront être recouvrés tant sur chaque gréviste individuellement que sur l'association ou le syndicat des grévistes. Cette association ou ce syndicat doit être responsable, sans que, pour cette raison, la responsabilité individuelle de chaque gréviste, rompant le contrat de travail, en soit atténuée. Si le syndicat a des ressources, celles-ci pourront être saisies ; s'il n'en a pas, la saisie pourra s'effectuer sur les cotisations futures, au fur et à mesure qu'elles seront versées. Ces mêmes dommages-intérêts pourront, en outre, être recouvrés sur l'avoir de chaque gréviste, et, dans la mesure légale, sur ses salaires ultérieurs.

M. Leroy-Beaulieu estime que ces mesures seront, en réalité, beaucoup plus humaines que l'anarchie actuelle, parce qu'elles tendront à rendre les coalitions moins irréflechies et que, troublant moins l'industrie, elles assureront à l'ouvrier un sort meilleur. En tout cas, ajoute-t-il, elles sont strictement conformes à l'égalité et à la justice et parfaitement satisfaisantes... Telle est la thèse, très rigoureuse, posée par l'Ecole libérale. Envisagée d'une manière abstraite, et en droit pur, elle peut évidemment séduire par son caractère absolu. Elle découle des principes contenus dans les articles 1382 et 1780 modifiés du Code civil, le second de ces articles n'étant d'ailleurs qu'une application particulière aux contrats de travail de la règle consacrée par le premier.

Mais la question n'est pas de savoir si le droit de grève déroge aux principes généraux du droit commun, ou s'il leur est soumis. — En droit positif, il est certain que la cessation concertée du travail, si brusquement qu'elle se produise, n'est autre chose qu'une grève et que la grève est absolument licite, c'est-à-dire ne peut entraîner, sauf circonstances spéciales, contre ses auteurs, ni responsabilité pénale, ni responsabilité civile. Qui l'a dit ? Le législateur.

M. Pic l'a justement fait remarquer (1). « En admettant, dit-il, qu'un doute pût subsister au lendemain de la loi de 1864, qui reconnaissait la légalité du droit de grève, ... ce doute a disparu depuis l'abrogation de l'article 416 du Code pénal par la loi du 21 mars 1884, article 1^{er}. Le législateur de 1884 a entendu légitimer non seulement la coalition elle-même, mais les moyens employés pour la faire aboutir...

« Cette abrogation de l'article 416 n'a donc pas simplement fait disparaître des pénalités exorbitantes, elle a réellement eu pour résultat de confier aux ouvriers des droits nouveaux, dont l'exercice normal ne saurait engager, même civilement, leur responsabilité envers qui que ce soit. »

Les partisans de l'Ecole libérale doivent donc en

(1) Pic, *op. cit.*, p. 209.

prendre leur parti. La loi elle-même proclame la légitimité absolue du droit de grève et leurs critiques, si fondées qu'elles puissent paraître, viennent échouer devant la légalité.

Nous sommes, en effet, en matière d'ordre public et les règles du droit privé cèdent devant l'autorité des textes législatifs. — C'est au législateur seul qu'il appartiendrait de modifier son œuvre, mais le Code civil n'offre, pour le faire, aucune ressource, même dans le cas où des conventions contraires viendraient à être passées entre les parties, car ces conventions seraient nulles.

Si la légitimité de la grève est incontestable, il doit en être de même pour la mise à l'index, qui n'offre pas d'aussi graves dangers. Ici, en effet, l'intérêt privé peut seul être en péril ; considération, qui, sans doute, n'est pas convaincante, mais qui a néanmoins sa valeur.

Mais les raisons qui militent en faveur de la légitimité de la grève ne sont pas moins bonnes lorsqu'il s'agit de la mise à l'index. Ici, également, la volonté du législateur s'est suffisamment exprimée par l'abrogation pure et simple, et sans réserve, de l'article 416 du Code pénal. Puisque le législateur lui-même proclame que l'usage « d'amendes, défenses, prescriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté » ne constitue plus un délit, c'est qu'il est licite, et, s'il est licite, il ne saurait devenir, par lui seul, une source de responsabilité civile.

§ 2. — *Théorie de l'abus du droit dans ses applications
à la mise à l'index (1).*

Nous avons vu que la mise à l'index n'est plus un délit pénal, mais ne peut-elle être considérée comme un délit civil ?

Est-ce que toute manifestation de ce genre ne pourra jamais entraîner, pour ses auteurs, une responsabilité quelconque ?

C'est la question qu'il nous reste à examiner.

Et d'abord, si la mise en interdit est licite, la publicité qui lui est donnée par l'affichage ou par la voie de la presse, ne peut-elle pas la faire dégénérer en une faute donnant ouverture à des dommages-intérêts ?

En principe, et d'une manière générale, la mise à l'index étant un droit pour les ouvriers ; la publicité de cette mise à l'index est également un droit, parce qu'elle est, pour eux, le seul moyen de faire connaître

(1) Sur la théorie de l'abus du droit, V. Josserand, *L'abus des droits*, Paris, 1906. Charmont, « L'abus du droit » (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, p. 113). Saleilles, « L'abus du droit » (*Bull. soc. et législatives*, 1905, n° 4). Dessertaux, « Abus du droit ou conflit de droits » (*Rev. trimes. de droit civil*, 1906, p. 119). Planiol, note D., 1903, 2. 399. — Wahl, note S., 1906, 1, 209. — Ferran, note S., 1905, 2, 17 et surtout Paul Boncour, n° 295 et suiv.

à leurs camarades les décisions qu'ils ont prises. Dans le cas que nous supposons, le droit du patron n'est pas atteint ; dans la note livrée à la publicité, aucune imputation calomnieuse n'est dirigée contre lui : aucune manœuvre déloyale, aucun procédé d'intimidation ne sont employés pour l'empêcher d'embaucher des ouvriers. Aussi le tribunal civil de Lyon a-t-il rendu très justement, selon nous, le 13 mai 1885, le jugement suivant (1) :

« Attendu que l'article 1^{er}, § 1, de la loi du
« 21 mars 1884 a abrogé d'une manière générale et
« absolue la loi des 14-17 juin 1790 et l'art. 416 du
« Code pénal...

« Attendu que l'exercice régulier d'un droit ne cons-
« titue pas une faute et ne peut donner lieu à l'appli-
« cation des art. 1282 et 1383 du Code civil, quelles
« que soient pour autrui les conséquences de ce droit
« ainsi régulièrement exercé.

« Attendu qu'en recevant et en exécutant le mandat
« de mettre la maison Louis en interdit, Rochet, Pa-
« ray et autres ont exercé un droit reconnu par la loi ;
« qu'ils n'ont pas excédé ce qui leur était permis en
« portant à la connaissance du public cette mise en
« interdit par des affiches et des publications dans les
« journaux ; qu'en effet, défendre aux ouvriers d'user

(1) V. ce jugement dans la *Gazette du Palais*, 1885, 2^e semestre, supplément, p. 133 et la note.

« de la publicité pour dire leurs griefs, convoquer
« leurs camarades, communiquer les décisions prises,
« inviter à suivre ces décisions, serait priver de toute
« efficacité, de tout résultat, l'acte permis de la mise
« en interdit par suite d'un plan concerté et qu'il est
« inadmissible de supposer que le législateur du 21
« mars ait voulu faire une œuvre impuissante et stérile :

« Attendu qu'aucun fait précis de violences, voies
« de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses n'est
« articulé ou offert en preuve par le demandeur... etc. »

Il résulte des motifs juridiques déduits par le tribunal de Lyon, que les ouvriers ont le droit de publier une déclaration de grève ou une mise à l'index, que cette publicité ne présente, en soi, aucun caractère illicite, et que des employés, syndiqués ou non, peuvent en user, sans encourir, envers leur patron, aucune condamnation à des dommages-intérêts (1).

La jurisprudence cependant n'est pas complètement fixée sur ce point. Ainsi, un jugement du tribunal civil de Douai (2) du 7 mai 1902, s'est prononcé en sens contraire en se basant sur ce que « les droits accordés aux ouvriers par la loi du 21 mars 1884 ayant été strictement délimités, et cette loi ayant assigné pour

(1) V. dans le même sens, Trib. fédéral suisse, 14 octobre 189, (S. et P. 1900, 4, 22 et la note) — Paris, 5 février 1901 (S. et P., 1902, 2, 277 et la note).

(2) V. Douai, 7 mai 1902, S. 1903, 2, 233 et la note de M. Wahl.

unique objet à l'activité des syndicats de se réunir et de se concerter pour la défense et pour l'étude de leurs intérêts professionnels, il ne leur est pas permis de blâmer, de réprimander et censurer par vote d'affiches certains patrons désignés par leur nom à la malignité ou aux commentaires plus ou moins désobligeants du public ».

Et le tribunal de Douai, faisant application de ces principes généraux à l'espèce particulière qui lui était soumise ajoute : « Spécialement, sans qu'il y ait lieu d'examiner si la mise en interdit d'un établissement industriel par un syndicat professionnel est ou non justifiée, il y a faute pouvant donner ouverture à des dommages-intérêts à la charge d'un syndicat professionnel d'ouvriers typographes, dans le fait par ce syndicat qui a décidé la mise à l'index d'une maison d'imprimerie, de porter cette décision à la connaissance du public par des placards affichés à un grand nombre d'exemplaires, qui en font connaître les motifs, une telle publicité extra-professionnelle étant inutile et par suite abusive et vexatoire. »

Cette décision nous paraît contestable et en contradiction avec les principes qui justifient le droit reconnu aux syndicats de mettre en interdit un établissement.

Sur quel fondement le tribunal de Douai fait-il reposer la responsabilité qu'il édicte ?

Le syndicat, dit-il, n'est chargé que de veiller aux intérêts professionnels de ses membres.

Mais d'abord, fait justement remarquer M. Wahl, dans la note précitée, n'est-il pas de l'intérêt des membres du syndicat que les agissements du patron, nuisibles pour ces membres, soient connus du public ? Dans ce public, en effet, se trouvent compris les ouvriers appartenant à la même profession et ne faisant pas partie du syndicat ; les syndiqués ont intérêt à ce que ces ouvriers connaissent les inconvénients qu'il y aurait pour eux à s'engager chez tel patron et à ce que ce dernier puisse être ainsi amené à cesser les agissements dont ils ont souffert. De plus, la loi du 21 mars 1884 a elle-même indiqué dans son art. 9, les sanctions de l'obligation qu'elle impose aux syndicats de ne pas dépasser les bornes de leur mission. Or, parmi ces sanctions ne figure pas une action en dommages-intérêts accordée aux personnes lésées. Cette action en dommages-intérêts dérive, comme le dit toute la jurisprudence (1) qui reconnaît qu'elle subsiste malgré l'abrogation de l'art. 416 Code pénal du droit commun, c'est-à-dire de l'art. 1382 Code civil. Les dommages-intérêts ne sont donc dus que si le syndicat commet une faute. A cet égard le syndicat ne diffère pas des particuliers. Or, le droit d'affichage n'est refusé à personne ; il rentre dans l'ensemble des libertés publiques, par conséquent, le syndicat qui affiche ses

(1) V. Nancy, 14 mai 1892 (S. et P., 1893, 2, 20) Chambéry, 14 mars 1893 (S. et P., 1893, 2, 139). Paris, 31 mars 1896 (S. et P., 1896, 2, 98).

griefs justifiés contre le patron, ne fait qu'user d'un droit. Il pourrait incontestablement user à cet effet de la voie de la presse, il peut donc user aussi de l'affichage, qui est un autre moyen de publicité.

Mais, si en principe, les ouvriers ont le droit de publier la déclaration de grève, ils ne sont pourtant pas autorisés à insérer, dans la note qu'ils publient, des allégations inexactes, et de nature à porter atteinte aux intérêts, à l'honneur ou à la considération du patron.

Lorsque des allégations mensongères sont émises contre un citoyen quelconque, et lui causent un préjudice, l'auteur de ces assertions est tenu à une réparation pécuniaire envers sa victime, aux termes de l'art. 1382 du Code civil que ces assertions aient été dirigées contre un patron, qu'elles l'aient été à l'occasion d'une grève, qu'elles émanent d'un syndicat ouvrier, aucune de ces 3 règles générales ne peut faire fléchir la règle générale que nous venons de rappeler. Il est certain que l'exercice du droit de grève est limité par les principes généraux de la législation et qu'il n'autorise pas les grévistes à user des procédés dont la loi pénale ou la loi civile interdisent l'emploi. Il est également certain que l'activité des syndicats professionnels est restreinte, non seulement par les limitations particulières qu'il a plu au législateur de 1884 d'y apporter, mais encore par les principes généraux du droit, qui s'imposent aux personnes morales comme aux personnes physiques.

C'est ce qu'ont décidé de nombreuses décisions de jurisprudence (1) et notamment un jugement du tribunal civil de la Seine du 9 août 1900, qui s'exprime de la manière suivante (2) :

« Attendu que, s'il appartient aux syndicats de
« prendre toutes mesures ayant pour but de défendre
« les intérêts professionnels de leurs adhérents, ils
« n'en sont pas moins soumis à la règle générale du
« droit commun, édictée par l'art. 1382 du Code civil ;
« attendu, dès lors, qu'en admettant que les syn-
« dicats aient le droit, dans l'intérêt professionnel de
« leurs membres, de mettre à l'index telle ou telle
« maison, c'est à la condition, d'une part, de n'em-
« ployer ni contrainte ni menace, et, d'autre part,
« de s'abstenir de toute manœuvre dolosive et affir-
« mation mensongère ; qu'il n'est justifié dans l'es-
« pèce ni de contraintes ni de menaces, mais que
« les affiches dont se plaignent les demandeurs
« contenaient des allégations fausses et de nature à
« leur faire grief ; qu'il y était dit, notamment, que
« tous les ouvriers de la maison Reyet de la maison
« Jémont avaient quitté le travail : que cette affir-
« mation était inexacte, puisqu'il est justifié, en effet,

(1) V. dans ce sens : Cass., 9 juin 1896, S. 77, 1, 25 et la note (Paris, 5 fév. 1901, S., 1902, 2, 277. Limoges, 10 juin 1902, S., 1, 903, 2, 233 et la note de M. Wahl.

(2) V. ce jugement dans l'*Annuaire des Syndicats professionnels* 1901, 1, 550.

« que dans la maison Jémont, notamment, 9 ouvriers
« au plus avaient quitté le travail, sur un personnel de
« plus de 200 ; -- que cette affirmation inexacte, desti-
« née évidemment à inciter les ouvriers à la grève, et
« publiée à profusion par voie d'affiches, était de nature
« à jeter le trouble dans les rapports des demandeurs
« avec leurs ouvriers et avec leur clientèle et qu'elle
« leur a ainsi causé un préjudice. »

Le tribunal de la Seine a donc bien jugé en condamnant le syndicat qui avait outrepassé ses droits en alléguant des affirmations mensongères à des dommages-intérêts, conséquence de l'article 1382 du Code civil.

Nous concluons donc que la mise à l'index reste parfaitement licite, même quand elle est accompagnée de l'usage normal de la publicité.

Elle ne saurait mériter la censure des tribunaux civils, que s'il en était fait un usage abusif.

La véritable question n'est donc pas de savoir si la mise à l'index a été dommageable, mais si les ouvriers n'ont pas abusé du droit que la loi leur reconnaît.

Nous voici naturellement amenés à l'étude de la théorie bien connue de l'abus du droit.

Il ne suffit pas, en effet, de dire que la mise à l'index est licite pour épuiser notre sujet. Ainsi présentée cette proposition se trouverait contredite par de nombreuses décisions des Cours et des Tribunaux qui constituent, à l'heure actuelle, une jurisprudence des plus considérables.

Maintes fois, les Tribunaux ont admis la responsabilité des auteurs de la mise à l'index, sans relever autre chose, à la charge des ouvriers ou syndicats, qu'un usage plus ou moins abusif de leur droit.

Il y a donc lieu d'isoler cette conception de l'abus du droit et de voir si ces décisions se justifient et peuvent servir de base, à l'avenir, à des décisions nouvelles.

Si l'on s'en tient à un examen superficiel, il semble, de prime abord, que l'abus d'un droit ne soit pas possible. « Le droit cesse, dit un auteur (1), où l'abus commence et il ne peut pas y avoir usage abusif d'un droit quelconque, par la raison irréfutable qu'un seul et même acte ne peut pas être tout à la fois conforme au droit et contraire au droit. » Et la Cour de Toulouse affirme avec une égale énergie : « On ne peut abuser d'un droit que si l'on en dépasse les limites. Il ne saurait exister un abus du droit ; car ce qu'on appelle ainsi, c'est en réalité l'absence d'un droit, un acte en dehors des limites normales du droit allégué ou reconnu. » (2)

Mais ce point de vue est inexact. « Pour en comprendre la fausseté, dit M. Josserand (3), il suffit de se remettre en mémoire quelques-unes des hypo-

(1) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, p. 284, dans la 3^e édition.

(2) Toulouse, 20 juillet 1896 (D., 1897, 1, 542).

(3) Josserand, *op. cit.*, p. 74.

« thèses les plus classiques d'actes considérés par la
« jurisprudence comme abusifs et d'en rapprocher les
« espèces correspondantes d'actes accomplis sans
« droit, aussitôt apparaîtra le contraste entre les deux
« notions dont l'on prétend l'absorder l'une dans
« l'autre. »

« Voilà un individu qui, dans son terrain, a exécuté
« des travaux de forage ; parce que les travaux ont été
« exécutés méchamment, dans le but de nuire au voi-
« sin, ils deviennent générateurs de responsabilité. Et,
« cependant, ce propriétaire a agi dans la plénitude
« de son droit puisque, d'après l'article 552 du Code
« civil, le tréfonds est sa chose, comme le sol, comme
« le domaine aérien : il est demeuré strictement dans
« les limites objectives de son droit et, si sa responsa-
« bilité est engagée, c'est uniquement à raison de la
« cause impulsive qui a déterminé sa volonté et qui a
« vicié l'usage par lui fait de la prérogative qui lui avait
« été confiée. Mais le propriétaire qui agit sans droit,
« c'est, par exemple, celui qui fait acte de maître sur
« le domaine du voisin, qui laboure le champ d'autrui :
« va-t-on confondre ces deux espèces dans une même
« catégorie ? »

Cette théorie paraît incontestable.

Elle semble, en effet, commandée à la fois par l'équité, par le droit et par l'intérêt social — par l'équité d'abord. Il est évident, en effet, dit M. Paul

Boncour (1), que si un homme, de propos délibéré nuit à son semblable, dans l'unique but de lui nuire, qu'il le fasse ou non sous le couvert et l'abri d'un texte de loi, il commet dans tous les cas un acte moralement répréhensible (2) — par le droit ensuite, car il est non moins évident qu'il y a dans l'exercice abusif quelque chose d'anormal. Le droit est institué pour faciliter le fonctionnement régulier de l'activité humaine : s'il pouvait être exercé abusivement sans qu'il s'en suive aucune réparation, l'organisation juridique dégènerait en un abri sûr pour l'esprit de chicane et d'injustice — par l'intérêt social enfin, parce qu'il s'agit ici de décider entre deux droits individuels qui se combattent, quel est celui dont le triomphe importe le plus à l'intérêt social ; qui doit départager les deux combattants, sinon l'intérêt même de la Société ?

Mais il reste à déterminer l'élément constitutif de l'abus d'un droit. A quel critérium le reconnaître ? « Cette notion se caractérise, dit M. Josserand (3), « non par les résultats de l'acte accompli, mais par « le mobile qui l'a fait accomplir, — non par l'intensité du dommage causé à autrui, mais par l'état d'âme de l'agent ; l'action humaine est ici étudiée

(1) Paul Boncour, *op. cit.*, p. 307.

(2) V. note sous. cass., 9 juin 1896, S., 97, 1, 25.

(3) *Op. cit.*, p. 44.

« en tant que phénomène de volition : c'est le but
« poursuivi qui constitue et qui dénonce l'abus. »

En d'autres termes, c'est l'intention de nuire qui est le signe distinctif auquel on reconnaît l'abus d'un droit.

L'intention de nuire, par elle-même, ne constitue pas un délit, mais elle devient punissable, par la voie criminelle ou la voie civile, lorsqu'elle se manifeste par un acte préjudiciable à autrui. Lorsque cet acte comporte une violence quelconque, l'intention de nuire est si évidente que la preuve du délit ou du quasi-délit est des plus aisée. Il n'en est pas de même lorsque l'acte reprochable se dissimule sous l'apparence d'un droit. En ce dernier cas, il s'agit de l'abus d'un droit, et pour en apporter la preuve, il faut nécessairement pénétrer l'intention de l'agent.

La culpabilité de l'agent est, au fond, la même dans les deux cas, mais quand il agit sans droit, on ne peut craindre aucune équivoque ; quand il abuse de son droit, il paraît exempt de reproche.

La difficulté essentielle consiste donc à découvrir l'intention de nuire sous l'apparence de légalité qui la couvre.

En principe, il y a exercice abusif du droit quand le droit n'est exercé que dans l'intention de nuire à autrui ; — mais dans quelle mesure l'intention de nuire est-elle constitutive du délit civil ? Il faut d'abord qu'il soit bien prouvé qu'une faute a été commise,

que cette faute se rattache au dommage par une relation directe (1) et que cette faute soit imputable à l'auteur du fait (2). Il faut ensuite, précise la jurisprudence, que l'intention de nuire résulte, non de motifs présumés, mais de l'ensemble des faits de la cause. Il faut, en somme, qu'il y ait la preuve expresse d'une intention méchante, malicieuse, d'un but de vengeance (3).

Ceci admis, il faut encore se demander, dans quelle mesure, l'intention de nuire, sera *suffisante* pour faire déclarer qu'il y a, en effet, délit civil (4).

Plusieurs systèmes ont été proposés :

1° Dans un premier système, l'intention de nuire doit être *l'unique mobile* du fait dommageable. C'est notamment, le système qui fut développé devant la Cour de cassation par M. l'avocat général Ronjat dans ses conclusions dans l'affaire Joost (5). « En ad-
« mettant même, dit M. Ronjat, que les membres du
« syndicat de Jallieu aient eu le droit de se concerter,

(1) V. note, dans cass., 22 nov. 1892, S., 93, 1, 23.

(2) Cass., 12 décemb. 1873, S. 74, 1, 184. — Cass., 13 août 1886, S., 89, 1, 312, cass., 22 nov. 1892, S., 93, 1, 23. — Jay, note dans cass., 22 juin 1892. S., 93, 1, 41.

(3) Cass., 28 décemb. 1881, S. 82, 1, 312. Cass., 14 août 1882, S., 83, 1, 445.

(4) Nous ne pouvons que résumer ici que ce qui a été dit si souvent sur la question. Pour plus de développement, v. Paul Boncour, *op. cit.*, p. 312 et suiv.

(5) Cass., 22 juin 1892, S., 93, 1, 41.

« de prendre la résolution d'abandonner l'atelier de
« M. Brunet-Lecomte dans le cas où celui-ci ne con-
« sentirait pas à congédier Joost, il faudrait encore
« se demander si ces actes, licites en eux-mêmes, ne
« prenaient pas les caractères d'une faute par les cir-
« constances dans lesquelles ils se produisaient et par
« le but que leurs auteurs se proposaient d'at-
« teindre. » — Et M. le Procureur Général ajoute :
« S'il est, en effet, permis d'user de son droit, de tout
« son droit, pour la sauvegarde et la protection d'un
« intérêt légitime, si minime qu'il soit, et quel que soit
« le préjudice qui doive en résulter pour autrui,
« l'usage d'un droit cesse d'être licite et engendre
« une action en dommages-intérêts, lorsqu'il a pour
« unique mobile la volonté de nuire à autrui. »

Et la Cour de cassation adopte cette manière de voir en décidant que les menaces de grève adressées, sans violence ni manœuvres frauduleuses, par un syndicat à un patron, à la suite d'un concert entre ses membres, sont licites, quand elles ont pour objet la défense des intérêts professionnels ; mais qu'elles ne le sont pas, lorsqu'elles ont pour but d'imposer au patron le renvoi d'un ouvrier parce qu'il s'est retiré de l'association et qu'il refuse d'y rentrer ; dans ce cas, il y a atteinte au droit d'autrui qui rend le syndicat passible de dommages-intérêts (1).

(1) Sirey 1893, 1, 48.

Tel est le premier système proposé. M. Paul Boncour (1) le trouve beaucoup trop restrictif et estime, avec apparence de raison, que s'il était strictement appliqué dans les termes de sa formule, il n'y aurait jamais d'exercice abusif du droit.

Dans un second système, proposé par M. Sauzet (2) l'usage du droit entraînerait l'obligation à des dommages-intérêts toutes les fois que son auteur aurait, non pas seulement connu le préjudice qu'il allait causer, mais qu'il l'aurait voulu. « Le délit civil existe, pour M. Sauzet, même dans l'hypothèse où le fait dommageable provient de l'exercice d'un droit, du moment qu'au préjudice causé et qu'on sait avoir causé, s'est ajouté un élément étranger, l'intention de le causer. Il y aura donc abus, non pas seulement, comme on l'a dit, quand le préjudice aura été connu, mais quand il aura été voulu (3).

M. Paul Boncour trouve cette fois la formule trop large, car elle multiplierait à l'infini les cas d'abus de droit et n'apporterait pas de limites suffisantes à l'arbitraire des tribunaux.

Reste alors un troisième système qui semble préférable. C'est celui qui a été proposé par M. Mongin (4).

(1) Paul Boncour, *op. cit.*, p. 34.

(2) Sauzet, « Etude sur le nouvel art. 1780 du Code civil (*Annales de droit commercial*, 1891, p. 104 et 105).

(3) Comp. Saleilles, *Essai d'une théorie générale de l'obligation d'après le Code civil allemand*, 1890, p. 337 et suiv.

(4) Mongin, *Le droit de congé dans le louage de services*, p. 356 et suiv.

D'après cet auteur, il y a exercice abusif du droit quand l'intention de nuire en est le *motif principal*, la cause qui domine les autres, le mobile qui a joué dans la décision de l'auteur le rôle prépondérant.

Cette formule, dit M. Paul Boncour, est assez large pour tenir compte des infimes variétés des espèces, des multiples et diverses circonstances de la pratique. Mais elle ne l'est pas trop. Dès lors, en effet, qu'on met cette condition de la théorie de l'exercice abusif du droit, que l'intention de nuire doit être le mobile principal et que ce mobile, à son tour, pour rester conforme aux conditions posées, doit être bien prouvé, clairement ressortir de l'ensemble des faits, la théorie de l'exercice abusif du droit paraît suffisamment précisée pour éviter l'arbitraire.

C'est en somme cette théorie que les Tribunaux, en grande majorité, ont adoptée. Mais il nous faut voir maintenant de plus près comment ils l'ont appliquée aux espèces qui leur étaient soumises.

SECTION III

La jurisprudence.

Pour avoir une idée nette de la jurisprudence en la matière, il faut distinguer suivant que la mise à l'in-

dex est dirigée contre un patron ou contre un ouvrier dissident.

§ 1. — *Mise à l'index dirigée contre le patron.*

A cette question : La mise à l'index dirigée contre un établissement industriel dont le chef refuse de se soumettre aux revendications du syndicat constitue-t-elle une faute, la jurisprudence, dans son ensemble, répond par la distinction suivante :

Il y aura faute, et, par conséquent, réparation civile, toutes les fois que la mise à l'index ne se justifiera pas par la défense de l'intérêt professionnel. Si, au contraire, cet intérêt justifie la mesure d'interdiction prise par le syndicat, peu importe le dommage causé, aucune réparation ne sera due (1).

Cette distinction est simple. Elle n'est pas cependant d'une application pratique très aisée. Pour bien

(1) Cass., 22 juin 1892, D., 92, 1, 449. Chambéry, 14 mars 1893, D., 1893, 1, 191. S., 93, 2, 139. Lyon, 2 mars 1894, D., 94, 2, 305 et la note de M. Planiol. Lyon, 15 mai 1895, D., 95, 2, 310. Paris, 31 mars 1896, D., 96, 2, 184. Nîmes, 2 fév. 1898, Paris, 98, 2, 203, Riom, 7 fév. 1900, S., 1903, 2, 225, Trib. civ. de Thonon, 7 déc. 1900 (*Quest. prat.*, 1901, 1, 247) Trib. civ. de Lyon, 20 nov. 1901 (*Chron. jud.*, Lyon, 17 déc. 1901). Limoges, 10 juin 1901. S., 1903, 2, 233. Paris, 7 décembre 1903 (*Bul. of. franç.*, 1904, 135. Amiens, 7 juillet 1905, S., 1906, 2, 66, Trib. paix Nicé, 30 mars 1906. D. 1906, 2, 62, Trib. Besançon, 17 juillet 1907, D., 1907, 5, 47, Pr. le cas de coalisés indépendants de tout syndicat, v. Cass. civ., 9 juin 1896, S., 97, 1, 27 et la note de M. T.

comprendre l'état actuel de la jurisprudence sur cette question si délicate, il est nécessaire d'entrer dans certaines distinctions assez minutieuses et pour cela d'examiner quelques-unes des décisions qui sont intervenues (1). Un grand nombre d'entre elles, en effet, posent des exigences particulières lorsqu'il s'agit de l'action d'un syndicat. C'est presque toujours à propos de l'action d'un syndicat que la jurisprudence a eu à se prononcer. Dans la plupart des cas, elle semble avoir exigé que ce fût l'intérêt professionnel des syndiqués qui justifiât la mise à l'index. Elle n'aurait pas admis cette justification s'il s'était agi, non de l'intérêt des syndiqués, mais de l'intérêt général de la profession et particulièrement des non syndiqués.

Voici un premier exemple : Le Syndicat des mouleurs de Persan-Beaumont avait demandé à un patron de la localité le renvoi d'un contre-maître. Le patron refusa. Les ouvriers se mirent alors en grève et peu à peu se placèrent dans d'autres établissements. Le syndicat avait prononcé une mise à l'index contre l'établissement intéressé ; il la maintint même lorsque les ouvriers ayant été remplacés, il n'y avait plus pour ainsi dire de grève. Le patron délaissé intenta une action en dommages-intérêts.

(1) V. Duthoit, *Vers l'organisation professionnelle*, Paris, 1910, p. 214 et suiv.

Le Tribunal de la Seine dans un jugement longuement motivé, confirmé par la Cour de Paris (1), jugea que le maintien de la mise à l'index, après que la grève avait pris fin n'avait pas pour objet la défense de l'intérêt professionnel, qu'elle tendait uniquement à exercer une sorte de vengeance rétrospective et à mettre la maison dans l'impossibilité de recruter un personnel nouveau d'ouvriers. L'arrêt constate en outre, et ceci est particulièrement intéressant au point de vue qui nous occupe, que la mise à l'index s'adressait, non seulement aux ouvriers syndiqués, mais d'une façon générale à *tous les ouvriers* mouleurs en métaux. La proclamation du syndicat portait, en effet, ces mots : « Confiants en l'esprit de solidarité de la corporation, nous sommes convaincus que cette mise en interdit sera rigoureusement observée par les ouvriers mouleurs *en général* ». Dans ces circonstances de fait, la cour crut devoir relever une double faute commise par le syndicat :

1° En maintenant une mise à l'index alors qu'aucun intérêt professionnel n'était en jeu, la grève ayant pris fin ;

2° En sortant de la sphère d'action pour interdire le travail dans la mention désignée à tous les mouleurs en métaux, même à ceux ne faisant pas partie

(1) Paris, 5 févr. 1901. D., 1901, 4, 477. V. sur cet array. Jay, cours précité, Duthor, *op. cit.*, p. 216.

du syndicat. En conséquence, l'arrêt confirme le jugement qui avait alloué des dommages-intérêts au patron.

Il résulte donc de cette jurisprudence que, pour être licite une mise à l'index doit être non seulement exempte de malveillance, mais justifiée par l'intérêt professionnel des membres du syndicat qui a prononcé l'interdiction : l'intérêt des membres non syndiqués de la profession ne suffirait pas, puisque, dans l'espèce que nous venons de relater, le maintien de la mise à l'index après la grève pouvait s'expliquer, à défaut d'intérêt pour les syndiqués qui s'étaient placés ailleurs, par celui des non-syndiqués de la profession. Cet intérêt ne parut pas suffisant à la cour pour décharger le syndicat de la faute qu'elle crut devoir relever contre lui.

Voici une autre décision opposée à la précédente :

Un imprimeur de Limoges ayant eu des difficultés avec ses ouvriers, ceux-ci lui demandèrent d'accepter et de signer le tarif du syndicat des Typographes. Après examen, le patron consentit à payer le tarif, mais refusa de signer la convention proposée, parce qu'une clause spéciale instituait, comme juge des différends qui pourraient s'élever dans l'avenir, une commission mixte de patrons et d'ouvriers. A la suite de ce refus, le syndicat fit afficher et insérer dans les journaux une mise à l'index de la maison. Le patron assigna le

syndicat en 10.000 francs de dommages-intérêts. Le Tribunal de Limoges rejeta la demande : la Cour de cassation rejeta le pourvoi du patron. Voici les deux considérants de la Chambre des Requêtes (1).

« Attendu qu'il est déclaré en fait que les affiches apposées par le syndicat des ouvriers typographes de Limoges, défendant aux membres de la Fédération française du Livre de travailler à l'imprimerie X... n'avaient exercé aucune influence sur les ouvriers non syndiqués, auxquels, d'ailleurs, elles ne s'adressaient pas, et n'avaient causé au demandeur aucun préjudice appréciable ; attendu qu'une telle mesure, mise en dehors de toute pensée de malveillance et pour la seule défense des intérêts professionnels du syndicat, n'a pas violé la loi de 1884 ; par ces motifs rejette. »

Ainsi, la Cour souligne cette circonstance que le syndicat n'a pris la défense que des intérêts professionnels de ses seuls membres, et c'est parce que sa mise à l'index ne s'adressait pas en fait aux ouvriers syndiqués et n'a eu sur eux aucune influence qu'elle rejette le pourvoi du patron.

Citons encore deux décisions intéressantes.

Dans le cas où un patron se serait engagé envers un syndicat à ne faire travailler aucun de ses ouvriers au-dessous du taux déterminé, le syndicat pourrait,

(1) Cass. Req., 26 janvier 1905, D., 1905, 1, 153 et la note de M. Planiol.

sans commettre une faute, mettre la maison à l'index s'il obtenait la preuve que certains ouvriers, syndiqués ou non, travaillent au-dessous du tarif (1).

De même encore, dans le cas où un patron se serait obligé, par convention, à n'employer que des ouvriers syndiqués, le syndicat pourrait licitement prononcer, une mise à l'index, si le patron n'observait pas cette convention (2).

Dans ces deux hypothèses, la jurisprudence a estimé que le syndicat n'avait pas dépassé son droit parce qu'il défendait l'intérêt professionnel de ses membres.

En résumé, quand elle a été appelée à statuer sur la licéité de la mise à l'index d'établissements, la jurisprudence a posé ces deux principes : 1° il faut que la mise à l'index ne soit pas inspirée par la malveillance, mais par un intérêt professionnel ; 2° il faut qu'elle soit limitée aux seuls ouvriers syndiqués.

De ces deux principes, le premier est incontestable. En effet, dit M. Duthoit (3), si la mise à l'index est un droit certain depuis l'abrogation de l'article 416, c'est un droit qui, comme tous les droits, collectifs ou individuels, comporte des limites, au delà desquelles commence l'abus. La vieille maxime romaine

(1) Le Havre, 26 octob. 1894 (*Bull. off. franç.*, 1895, p. 190).

(2) Trib. paix, Bordeaux, 28 août 1903, D., 1906, 1, 113.

(3) Duthoit, *op. cit.*, p. 219.

neminem lædit qui suo jure utitur, doit être réprouvée. Ni les individus ni les groupes ne sauraient prétendre à des droits absolus, ni à l'exercice d'une souveraineté aussi intolérable et illégitime dans l'ordre économique que dans l'ordre politique : la liberté absolue de l'individu ou la souveraineté absolue... de l'Etat. L'exercice des droits n'est donc licite pour les collectivités comme pour les individus qu'à raison de l'usage qu'ils en font, l'objet qu'ils se proposent. Aussi, la mise à l'index n'est-elle plus un droit, mais l'abus d'un droit, si elle intervient dans un but de pure malveillance et non dans une fin de défense professionnelle.

Par contre, le second principe posé par la jurisprudence n'est pas unanimement approuvé. M. Jay, notamment, trouve que limiter l'intérêt professionnel à l'intérêt des syndiqués c'est avoir du syndicat une conception beaucoup trop étroite, parce que le syndicat ne vise pas seulement à être le représentant des intérêts de ses membres, mais le représentant des intérêts de toute la profession.

De même, M. Duthoit trouve que cette solution méconnaît pratiquement la solidarité qui unit les ouvriers d'une même profession : « par la nature des choses, dit-il, et par delà les cadres des syndicats, syndiqués ou non syndiqués se rencontrent dans une communauté d'intérêts antérieure à cette forme de groupement volontaire, et qui est le fondement de la fonction

éminemment représentative du syndicat lui-même » (1).

Mais le plus grand nombre de décisions de la jurisprudence visent l'hypothèse de la mise à l'index d'un ouvrier, c'est-à-dire le cas où un syndicat a interdit à tous les patrons de la région d'employer un ouvrier coupable à l'égard du syndicat ou d'une coalition.

C'est cette seconde hypothèse que nous allons maintenant envisager.

§ 2. — *Mise à l'index dirigée contre l'ouvrier.*

La question que nous avons maintenant à résoudre peut se formuler de la manière suivante : Un syndicat professionnel peut-il, sans commettre un délit civil, imposer par la menace de grève à un patron le renvoi d'un ouvrier ? — En d'autres termes, un syndicat ouvrier peut-il, sans s'exposer à être condamné à des dommages-intérêts, mettre un ouvrier syndiqué ou non à l'index ?

On sait, qu'en fait, le cas se présente fréquemment. Il n'est pas rare, de nos jours, de voir des associations ouvrières user envers les travailleurs indépendants et surtout envers ceux qui se sont séparés d'eux après avoir fait partie d'un même groupe, du procédé dit, par exemple, du *pilori corporatif* qui consiste à

(1) Duthoit, *op. cit.*, p. 219.

afficher les noms « des renards », comme ils disent, dans les organes de publicité dont elles disposent. Le plus souvent, elles menacent le patron de suspendre le travail si ces travailleurs sont reçus dans leurs ateliers. Elles mettent ainsi, les chefs d'industrie dans l'alternative de subir une grève ruineuse ou de renvoyer les dissidents, et il n'est pas rare qu'elles réussissent ainsi à priver ces derniers de leurs moyens d'existence (1).

Ces procédés d'ailleurs ne sont pas spéciaux aux associations syndicales françaises. La plupart des Unions anglaises du bâtiment défendent expressément à leurs adhérents d'accepter tout travail à côté d'ouvriers non unionistes. Elles justifient cette prétention de la manière suivante : c'est grâce aux Unions, disent-elles, que l'ouvrier anglais a vu sa condition s'élever au-dessus de celle des travailleurs des autres pays. Les ressources que le paiement régulier des cotisations a amassées dans leur caisse, leur discipline sévère, la conduite ferme et prudente de leurs comités exécutifs, n'ont pas seulement profité à leurs adhérents, elles ont été utiles à tous. La pression qu'elles ont exercée sur les chefs d'industrie a accru les salaires et réduit les heures de travail pour les dissidents aussi bien que pour les fidèles. Est-il juste que

(1) Chenu, « Les syndicats professionnels et le socialisme (*Rev. prat. de dr. industriel*, 1897, p. 113 et suiv.)

les premiers, c'est-à-dire, en général, les moins prévoyants, les moins habiles, les moins actifs, bénéficient sans y contribuer, des sacrifices que s'impose l'élite de la classe ouvrière ? Celle-ci ne le pense pas ; c'est pour cela qu'elle peut contraindre les indépendants à se joindre à elle et à prendre leur part des charges communes (1).

A notre connaissance aucune décision judiciaire n'a tranché la question dans la Grande-Bretagne contre les Trade-Unions ou en leur faveur. M. de Rousiers pense que ces associations, n'ayant pas comme nos syndicats la personnalité civile, et ne pouvant par suite ester en justice, la législation anglaise n'offre pas contre leur tyrannie la même défense que fournit la nôtre. Impossible, dit-il, à l'ouvrier éloigné d'un atelier parce qu'il est étranger à une union, d'actionner cette union en dommages-intérêts, comme la chose s'est faite plusieurs en France (2).

La raison sur laquelle se fonde cette manière de voir n'est peut-être pas décisive. Rien ne s'opposerait, en effet, à ce que cet ouvrier poursuivit les administrateurs ou les membres de l'Union, ayant occasionné le dommage par leurs démarches, comme personnellement responsables. Mais la puissance de ces associations est si bien établie que les ouvriers

(1) V. de Rousiers, *Le Trade-unionisme en Angleterre*, Paris 1897, p. 88.

(2) De Rousiers, *op. cit.*, p. 93

n'essaient même pas, semble-t-il, de lutter contre elles. Dans les métiers du bâtiment, notamment, ce genre d'abus, est, dans une certaine mesure, entré dans les mœurs.

Les Tribunaux français ont été, au contraire, plusieurs fois appelés à trancher cette question. Quelques décisions judiciaires ont reconnu aux sociétés ouvrières corporatives le droit d'intervenir ainsi auprès des patrons. Toutefois, d'une façon générale, la jurisprudence s'est prononcée en sens contraire : elle a jugé que le droit ici, était d'accord avec la morale. Nous examinerons successivement les arguments qu'on a fait valoir dans l'un et l'autre sens.

§ 3. — *Arguments en faveur des Syndicats.*

La question qui nous occupe s'est présentée à la jurisprudence une première fois dans des circonstances particulièrement intéressantes. L'affaire dont il s'agit suscita, au moment où elle fut portée devant les Tribunaux, un vif émoi dans le monde des jurisconsultes et on la cite aujourd'hui comme un événement marquant dans l'histoire des syndicats ouvriers. On peut, en effet, la considérer comme un procès-type à cause des circonstances qui l'ont accompagnée et du problème de responsabilité qu'elle comporte. A ce titre il convient d'en examiner les détails et de voir de près

les différentes phases par lesquelles elle a passé avant d'aboutir à une solution définitive.

Le 30 juin 1888, un ouvrier nommé Joost était admis comme membre du syndicat des imprimeurs sur étoffes de Jallieu (Isère). Quelques mois après, voulant quitter l'association, il cessait de payer la cotisation mensuelle, ce qui, aux termes des statuts, entraînait sa démission. Le syndicat refuse cependant de le considérer comme démissionnaire et quelques membres firent auprès de lui des démarches pour qu'il continuât à payer ses cotisations. Leurs efforts n'eurent aucun résultat. Joost résista à toutes leurs sollicitations. Ce fut alors que les syndiqués, réunis en assemblée générale, décidèrent, pour triompher de ses résistances, que Joost était exclu de l'association et que les ouvriers qui travaillaient dans la même usine que lui se mettraient en grève s'il n'était pas immédiatement congédié. Le lendemain cette résolution était notifiée à son patron. Celui-ci redoutant une grève qui lui aurait causé un grave préjudice, céda aux injonctions du syndicat et renvoya Joost, tout en regrettant d'être obligé de se soumettre à la décision prise par l'Assemblée des syndiqués.

L'ouvrier congédié s'adressa en vain, pour obtenir du travail, à plusieurs imprimeurs de la région ; les patrons, menacés toujours par le syndicat, refusèrent partout de l'accueillir. Privé ainsi de tout moyen d'existence, Joost se décida enfin à intenter contre le

syndicat qui l'avait frappé une action en dommages-intérêts. Mais le tribunal de Bourgoin rejette sa demande par un jugement du 11 janvier 1890 (1) et, sur appel, le 28 octobre de la même année, la Cour de Grenoble confirma la solution des premiers juges décidant que les faits invoqués par le demandeur n'étaient pas de nature à servir de base à une action en dommages-intérêts (2).

Avant d'indiquer les motifs sur lesquels la cour fonde son arrêt, il importe de déterminer nettement l'objet du débat. La seule question soumise à l'examen des juges était celle-ci : le syndicat, en frappant d'interdit un ouvrier qui ne voulait pas rentrer dans l'association dont il était sorti volontairement, avait-il commis une faute l'obligeant de réparer le dommage qu'il avait fait subir à l'ouvrier ?

La responsabilité du patron qui avait cédé aux menaces du syndicat, était hors de cause. La cour qui n'avait pas à statuer sur ce point, constate cependant

(1) D., 1891, 2, 242.

(2) Grenoble, 28 octobre 1890. D., 91, 2, 243. S., 1893, 1, 41 et une note importante de M. Raoul Jay dans le sens de l'arrêt, L'auteur de cette note semble aujourd'hui avoir changé d'avis sur ce point et se rallier à la thèse opposée (*Cours professé à l'Ecole de Droit 1910-1911*).

V. aussi dans le sens de l'arrêt de Grenoble un jugement du Tribunal civil de Lyon du 22 janv. 1892, S., 94, 2, 306 et un jugement du Tribunal civil de Besançon rapporté dans *Le Temps* du 8 mars 1910.

que l'acte du patron a été licite ; en renvoyant Joost, il n'a fait qu'user de son droit. Au moment où l'arrêt a été rendu, cette affirmation n'était guère contestable ; mais depuis, une loi du 27 décembre 1890, complétant l'art. 1780 du Code civil, est venue modifier les rapports du patron et de l'ouvrier dans le contrat de travail. D'après la loi nouvelle, le fait par l'une des deux parties de résilier le contrat, au cas de louage de service de durée indéterminée, peut donner naissance à une action en dommages-intérêts. On pourrait se demander si le patron, en renvoyant Joost sur l'injonction du syndicat ne s'exposait pas à une action de cette nature, ou si, au contraire, la menace de grève, devant être assimilée à un cas de force majeure, ne pouvait pas dégager la responsabilité du patron.

Nous ne pouvons pas mentionner cette question (1), ne nous occupant ici que de la responsabilité du syndicat dans les circonstances où elle s'est présentée devant la Cour de Grenoble.

Dans la doctrine de cet arrêt, l'art. 1382 du Code civil, aux termes duquel l'auteur d'un fait dommageable illicite doit indemniser la personne qui en a souffert, n'est pas applicable dans notre hypothèse. Le syndicat qui fait congédier un ouvrier accompli bien, dit-on, un acte dommageable, mais n'accom-

(1) V. Pic, *op. cit.*, p. 928 et suiv. et l'importante bibliographie citée en note.

plit pas un acte illicite. Il ne peut violer le droit d'autrui, car il exerce lui-même un droit qui lui est propre, l'art. 416 ayant été abrogé. Quelque répugnance qu'on puisse éprouver moralement à accepter cette conclusion, il est impossible, ajoute-t-on, de méconnaître qu'elle est inévitable dans l'état actuel de la législation.

Tel est l'argument capital de la doctrine favorable aux syndicats. Les décisions judiciaires n'en invoquent point d'autre, elles tendent uniquement à établir cette vérité : le syndicat a usé d'un droit.

Cette proposition une fois admise et elle ne manque pas d'une certaine apparence de vérité, il paraît bien difficile, en effet, de faire aux syndicats l'application de l'article 1382. Il faudrait admettre pour cela que le brocard *malitius non est indulgendum*, traduit encore une vérité légale.

Mais est-il exact que le syndicat use d'un droit quand il impose au patron le renvoi d'un camarade ?

On a essayé de prouver le droit des syndicats en invoquant les motifs de la loi du 23 mars 1884 et l'abrogation par cette loi de l'art. 416 du Code pénal. La coalition, a-t-on dit, n'est pas seulement un droit pour la classe laborieuse, elle répond à une nécessité économique et sociale. Sans coalition, les ouvriers ne pourraient discuter à armes légales, les conditions de leur travail. Telle est la pensée qui a inspiré le lé-

gislateur de 1884. Il s'est, en effet, proposé, cela ressort clairement des débats qui se sont poursuivis pendant plusieurs années à la Chambre et au Sénat de dégager entièrement le droit de coalition de toutes les entraves qui le paralysaient sous l'empire de la loi de 1864 ; il a voulu maintenir seulement les dispositions des art. 414 et 415, destinées à assurer le respect de la liberté du travail. C'est pour consacrer d'une manière indiscutable le droit de coalition qu'il a abrogé l'art. 416, le seul dont on eût pu, en pareil cas, invoquer les termes contre les syndicats, puisque seul il punissait comme portant atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie, les amendes, les mises à l'interdit et les proscriptions d'atelier. En abolissant cette disposition, il a affirmé nettement le caractère licite de ces proscriptions, de ces interdictions, de ces amendes. Il a fait entrer ces faits dans la catégorie des actes indifférents et il les a considérés comme tels, non encore au point de vue pénal, mais encore au point de vue civil, car il eût fait œuvre contradictoire, une fois reconnu et proclamé le principe de la liberté des coalitions sous le nom de syndicats professionnels, s'il avait maintenu le caractère illicite de ce qui est en définitive la mise en action de ce droit.

Ainsi ont raisonné le Tribunal civil de Bourgoin-Jallieu et la Cour de Grenoble. M. le Procureur Général Ronjat et M. l'avocat général Desjardins ont fait à cette argumentation une réponse qui n'est

peut-être pas décisive. De l'abrogation d'un article de loi qui punit certains faits de l'emprisonnement ou de l'amende, vous concluez, disent-ils, que ces faits sont désormais licites au point de vue civil. Cette conclusion n'est nullement forcée. L'abrogation d'une disposition de la loi pénale prouve, suivant les cas, ou bien que, dans l'intention du législateur, le fait est dépouillé pour l'avenir de tout caractère illicite et ne peut plus motiver aucune poursuite ni pénale ni civile, ou bien que, le législateur considère le droit des citoyens comme suffisamment sauvegardé par l'action civile en réparation appartenant à la partie lésée. Elle laisse donc entière la question de droit civil.

Ces réflexions sont parfaitement justes sans doute. Elles prouvent surabondamment la fausseté du raisonnement qui consisterait à dire, sans autre examen : tel fait ne constitue plus un délit pénal, donc il ne constitue plus un délit civil. Mais ce n'est pas ainsi qu'ont raisonné le tribunal de Bourgoin et la cour de Grenoble. Pour se rendre compte si l'abrogation d'une disposition pénale rend indifférent au point de vue civil l'acte qui constituait précédemment un délit pénal, il faut évidemment s'inspirer des motifs de cette abrogation. Si le législateur en biffant un article du Code pénal s'est proposé de rendre libre pour l'avenir un fait prohibé jusque-là, s'il a pensé que la faculté de l'accomplir répondait à un besoin nouveau

ou était exigée par la justice, évidemment ce fait ne peut plus être même un délit civil sous l'empire de la législation nouvelle. Or, les décisions judiciaires dont il s'agit, affirment justement qu'il en est ainsi dans le cas qui nous occupe. Elles affirment, avec raison, croyons-nous, que le législateur de 1884, en abrogeant l'article 416, a voulu mettre hors de toute contestation le droit pour les ouvriers de se concerter en vue de la suspension de travail, lorsqu'ils jugent cette mesure utile à la défense de leurs intérêts professionnels, qu'il a voulu leur permettre d'exercer dans ces circonstances, sur leurs compagnons, à la condition de n'avoir recours ni à la violence, ni à la menace, ni à des manœuvres frauduleuses, la pression nécessaire au maintien de la discipline parmi eux.

La réponse à l'argument tiré de l'abrogation de l'art. 416 doit donc être cherchée ailleurs : elle consiste dans une distinction. Le caractère licite ou illicite de la mise à l'index est purement relatif. Si elle est justifiée par la défense de l'intérêt professionnel, il n'en résultera aucune responsabilité pour le syndicat ; si, au contraire, elle est inspirée seulement par des pensées de vengeance ou de malveillance, alors des dommages-intérêts sont dus. C'est en ce sens que prononce la jurisprudence. La thèse de la Cour de Grenoble n'a pas en effet triomphé. Sur pourvoi de l'ouvrier Joost, la Cour de cassation a cassé le 22

juin 1892, l'arrêt de Grenoble du 28 octobre 1890 (1). Depuis cette époque on peut dire que la jurisprudence est définitivement fixée en faveur de la distinction que nous venons de formuler. Une des décisions les plus récentes, intervenues à ce sujet, est un jugement, très intéressant, du Tribunal civil de Besançon d'avril 1909, dont nous croyons devoir reproduire ici le texte complet, parce qu'il précise d'une façon très nette la thèse actuelle de la Jurisprudence.

Il s'agissait, en l'espèce, d'un procès intenté par un sieur Mabile, ouvrier graveur, au syndicat des ouvriers décorateurs de la boîte de montre de Besançon, qui l'avait mis à l'index :

« Attendu, dit le jugement, que si, depuis l'abrogation de l'article 416 du Code pénal par la loi du 21 mars 1884, la doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour reconnaître aux syndicats professionnels le droit de se servir de la « mise à l'index » en vue d'obtenir des améliorations qu'ils réclament dans la

(1) V. en ce sens : Cass., 22 juin 1892, S., 93, 1, 48. Chambéry (arrêt de renvoi), 16 mars 1893. D., 1893, 2, 192. S., 1893, 2, 139. Lyon, 2 mars 1894, D., 94, 2, 305 et note Planiol. Lyon, 15 mai 1895. D., 1895, 2, 310. Tribunal de la Seine, 4 juil. 1895. D., 1895, 2, 321. Trib. Seine, 6 nov. 1895 (*Revue pratique de droit industriel*, 3^e année, 1895, p. 4887. Cass., 9 juin 1896, rendu dans une affaire concernant non un syndicat, mais une coalition temporaire. V. aussi dans le même sens les conclusions de M. le Procureur général Ronjat. D. 1792, 1, 449 et de M. l'Avocat général Desjardins (*Rev. prat. de dr. industriel*, 3^e année, 1895, p. 272).

condition du travail, l'usage de ce droit devient, au contraire, illicite et de nature à donner lieu, le cas échéant, à des dommages-intérêts, lorsque les syndicats agissent sans aucun profit pour les intérêts professionnels qu'ils représentent et dans le seul but de nuire à autrui ;

Que les faits articulés par le demandeur tendent précisément à démontrer, d'une part, qu'il a été réellement mis à l'index par le syndicat défendeur ; d'autre part, que cette mesure a été prise contre lui sans aucun intérêt pour le syndicat, par pure méchanceté et dans le seul but de le réduire au chômage et à la misère ;

Que ces faits sont donc concluants et patents.

Attendu d'ailleurs que les faits sont déniés et que, pour faire échec tant à la demande principale qu'à la demande accessoire, le syndicat défendeur soutient, d'une part, qu'il n'a jamais prononcé contre Mabile aucune mise à l'index ; d'autre part, que les fins de non-recevoir opposées à Mabile par les patrons auxquels ce dernier s'était depuis un certain temps vainement adressé pour avoir du travail, ne procédaient en réalité que de conventions librement consenties par lesdits patrons suivant acte sous-seings privés en date du 31 juillet 1906, aux termes duquel ces derniers se seraient, aux dires du syndicat, engagés à n'embaucher à l'avenir que des ouvriers syndiqués, et ce dans leur propre intérêt, en vue d'une bonne

facture de leurs produits et afin d'être certains de n'engager jamais que des ouvriers expérimentés, puisque leurs capacités professionnelles seraient garanties par leur adhésion au syndicat ;

Attendu tout d'abord qu'en thèse générale, l'affiliation d'un ouvrier à un syndicat ne paraît pas nécessairement équivaloir aux yeux des patrons à un brevet de capacité professionnelle...

Attendu que si la menace de grève ou de mise en interdit elles-mêmes, quand elles ont pour but l'amélioration des conditions de travail et l'obtention de concessions de la nature de celles dont les articles 3, 4 et 5 de l'acte du 31 juillet 1906 font l'objet, ces menaces deviennent au contraire illicites lorsqu'elles tendent, comme dans le cas des articles 1 et 2 dudit, à restreindre le droit des patrons d'employer des ouvriers non syndiqués et à attenter ainsi, non seulement au droit des patrons, mais encore à ceux des ouvriers eux-mêmes, l'ouvrier ayant le droit absolu de ne pas se syndiquer :

Qu'en pareil cas, lorsque les menaces de grève ou de mise en interdit sont suivies d'effets, elles rendent elles-mêmes le syndicat passible de dommages-intérêts envers le personnel qui en a été victime...

Par ces motifs, le tribunal a ordonné l'enquête subsidiaire sollicitée par le demandeur, aux fins de dommages-intérêts (1). »

(1) V. *Le Temps* du 15 avril 1909.

Plus récemment encore, le 9 mars 1911, le Tribunal civil de Millau (Aveyron) a fait une nouvelle application de cette théorie. Des ouvriers gantiers ayant mis à l'index un de leurs camarades d'usine, nommé Fournier, celui-ci leur intenta un procès. Dans son jugement, le Tribunal critique longuement et sévèrement la mise à l'index qui cause, dit-il, un grave préjudice à Fournier, et condamne 37 ouvriers à lui payer, conjointement et solidairement, la somme de 1.000 francs à titre de dommages (1).

Quels sont les arguments invoqués par la jurisprudence pour justifier une pareille distinction ?

Ils sont au nombre de 3.

Le 1^{er} a été surtout développé à propos de l'affaire de Joost contre le syndicat de Bourgoïn-Jallieu. Il est tiré de l'art. 7 de la loi du 23 mars 1884. Cet article, dit-on, réserve à tout membre d'un syndicat professionnel « la faculté » de se retirer nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation pour l'année courante. Que faut-il en conclure ? M. le Procureur général Ronjat dit à ce sujet : « La loi annule toute clause qui pourrait lier le syndiqué, par conséquent toute sanction de cette clause ; le syndiqué s'est engagé à ne pas sortir du syndicat à peine d'amende ou de toute autre contrainte : la loi déclare qu'il ne

(1) V. *Le Matin* du 10 mars 1911.

doit pas l'amende et qu'on ne peut exercer contre lui aucune contrainte ; que, sauf la cotisation de l'année courante, le syndicat ne peut rien lui réclamer. « Et la cour de Grenoble déclare que le syndicat peut retenir ou essayer de retenir l'associé qui veut se retirer en faisant fermer les ateliers devant lui, en le privant de travail, en exerçant contre lui la contrainte la plus dure et la plus redoutable ! La loi dit qu'après être entré librement dans un syndicat on peut en sortir aussi librement, sans être tenu de respecter un engagement contraire, formel, écrit, accepté expressément. La Cour de Grenoble proclame que celui qui entre dans un syndicat s'engage implicitement à remettre ses moyens d'existence aux mains de ses associés, même pour l'époque où il sera sorti du syndicat et que cet engagement est valable (1). »

Il nous semble que, si la thèse soutenue par M. le Procureur général Ronjat est exacte, l'argument sur lequel il l'appuie n'est pas absolument probant. Ce n'est pas, croyons-nous, quand elle prétend que l'art. 7 de la loi de 1884 n'est pas pertinent que la Cour de Grenoble se trompe. Le vice de son raisonnement n'est pas là, son erreur consiste à croire que la pression exercée par un syndicat sur la volonté d'un ouvrier dans les conditions dont il s'agit est généralement licite. Pour elle, la faculté de faire ou de ne pas

(1) D., 1892, 1, 150.

faire partie d'un syndicat est à la vérité une de ces facultés naturelles, auxquelles on ne peut valablement renoncer. Mais tout appel au mobile intéressé destiné à faire adopter par quelqu'un l'un des partis que cette faculté comporte de préférence à tel autre n'est pas pour cela nécessairement coupable. Attendu, dit-elle, qu'il n'a jamais été demandé à Joost de renoncer au bénéfice de l'art. 7 aux termes duquel tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association nonobstant toute clause contraire ; que s'agissant ici d'une simple faculté accordée par la loi, il appartenait à Joost de ne pas en user à telle date et dans telle circonstance ; qu'il appartenait également au syndicat d'influencer en ce sens la volonté de Joost à la seule condition de n'avoir recours à aucun moyen coupable et que les moyens dont il s'est servi n'ont pas excédé ce qui était devenu son droit strict depuis l'abrogation de l'article 416 du Code pénal.

Non, dit M. le Procureur général Ronjat, cette pression n'est pas licite dans ce cas particulier, car elle tend à anéantir la prescription de l'art. 7. Serait-elle donc licite si l'art. 7 ne pouvait pas être invoqué, si le syndicat s'était proposé, par exemple, de déterminer Joost à renoncer à l'usage des boissons alcooliques ? L'éminent magistrat ne le dit pas, mais son argumentation suggère naturellement l'idée de cette conclusion, et voilà pourquoi elle nous paraît dange-

reuse. Elle est, dans tous les cas, insuffisante, car elle demeure nécessairement étrangère à toutes les hypothèses où il n'est pas possible de faire intervenir l'art. 7.

Toute la question est de savoir si la pression ainsi exercée par un syndicat sur la volonté d'un ouvrier doit être considérée en principe, et quel qu'en soit le but, comme licite. La Cour de Grenoble le croit. La majorité des auteurs pense que c'est à tort et la jurisprudence répond par la distinction précisée.

Un second argument invoqué en faveur de cette distinction est déduit de la loi du 23 mars 1884.

Cet article, a-t-on dit, assigne à l'activité des syndicats, comme unique objet possible, l'étude et la défense des intérêts économiques de leurs membres, intérêts qui pourront être industriels, commerciaux ou agricoles, selon la nature des professions pour lesquelles le syndicat a été fondé. Cette formule est limitative à cause de l'adverbe *exclusivement* qui figure dans l'art. 3. L'activité des syndicats n'a donc pas un champ illimité (1). Et si, comme dans l'affaire Joost, le maintien de l'ouvrier dissident dans l'usine pas plus que son exclusion ne peut avoir une influence quelconque sur la hausse ou la baisse des salaires, sur les rapports des ouvriers avec le patron ou sur quelque autre condition du travail, en sorte que cette exclusion

(1) Planiol, sous Lyon, 2 mars 1894, D., 1894, 2, 305.

ou ce maintien soient indifférents au point de vue des intérêts industriels du syndicat (1) ; si, comme dans l'affaire jugée par la Cour de Lyon le 2 mars 1894, le conflit qui motive la demande de renvoi d'un ouvrier dissident ne se produit pas entre les ouvriers d'une usine, d'un côté, et le patron, de l'autre, sur une question intéressant la profession, mais surgit entre ouvriers syndiqués, entre lesquels le syndicat s'arroe le droit de décider et auxquels il a la prétention d'imposer sa volonté en demandant le renvoi de celui qui lui résiste, alors le syndicat, en décrétant la grève ou en menaçant de le faire, viole l'art. 3 de la loi du 21 mars 1884, il commet un acte illicite et est responsable du dommage causé.

Cet argument encore nous semble présenter quelque danger. Supposons, en effet, qu'un syndicat demande le renvoi d'un ouvrier parce qu'il travaille au-dessous du tarif syndical. Nul ne contestera qu'en faisant grève pour ce motif, les membres du syndicat poursuivent un intérêt professionnel. Les coalisés agissent donc cette fois dans les limites de la loi de 1884, ils n'en violent aucune disposition. En conclura-t-on que le dommage causé à l'ouvrier soit licite ? La conséquence serait inévitable si la décision de la jurisprudence avait pour base principale l'art. 3. A notre avis, l'existence d'un intérêt professionnel ne suffit

(1) V. Chambéry, 14 mars 1893, D., 1893, 2, 192.

pas à légitimer l'intervention d'un syndicat dans les affaires particulières d'un ouvrier, et à rendre licite le dommage que cause cette intervention. C'est pour cela que le raisonnement de M. Planiol et de la Cour de Chambéry nous paraît dangereux : il offre une arme redoutable aux adversaires de la cause que la jurisprudence s'efforce de faire triompher et qui est, à notre sens, celle de la justice (1).

Un troisième argument a enfin été formulé dans le même sens. Pour prouver qu'un syndicat ne peut pas légitimement demander, sous menace de grève, le renvoi d'un ouvrier dissident, on a mis en avant le vieux brocard *malitiis non est indulgendum*. M. le Procureur général Roujat s'est exprimé à ce sujet de

(1) Un syndicat professionnel commet, croyons-nous, un délit ou un quasi-délit quand il exige le renvoi d'un ouvrier, quelque puisse être l'intérêt professionnel qui détermine sa démarche. Mais la solution ne serait pas la même si le syndicat demandait non l'expulsion d'un ouvrier travaillant au-dessous du tarif, mais l'adoption par le patron d'un tarif uniforme pour tous les ouvriers ou telle catégorie d'ouvriers. Si le patron, en pareil cas, refusait d'égaliser les salaires et jugeait préférable de congédier les ouvriers à salaires réduits, ceux-ci n'auraient aucune action contre le syndicat, car le droit le moins contestable d'une association ouvrière est assurément celui de négocier avec le patron les conditions du contrat collectif de travail. Si donc, par suite d'une détermination du patron, que le syndicat n'a ni cherchée ni voulue, certains ouvriers sont congédiés, ces ouvriers ne peuvent être considérés que comme les victimes d'un cas fortuit ou d'une force majeure (V. en ce sens Trib. civ. de Lyon, 16 déc. 1896. *Rev. prat. de dr. industriel*, 1897, p. 156).

la manière suivante : « Il faudrait se demander, dit-il, si ces actes, licites en eux-mêmes, ne prenaient pas le caractère d'une faute par les circonstances dans lesquelles ils se produisaient et par le but que leurs auteurs se proposaient d'atteindre. L'usage d'un droit cesse d'être licite et engendre une action en dommages-intérêts lorsqu'il a pour unique mobile la volonté de nuire à autrui ». C'est la distinction entre l'usage et l'abus du droit dont nous avons déjà parlé, nous n'y reviendrons donc pas.

Quoi qu'il en soit de la valeur de ces arguments, la thèse de la jurisprudence semble actuellement définitivement établie. La majorité de la doctrine s'est, au surplus, prononcée dans le même sens. Pendant longtemps, M. Raoul Jay était l'un des rares auteurs qui la combattait ; dans une note au Sirey (1), il s'était prononcé dans le sens de l'arrêt de Grenoble. Mais aujourd'hui le savant professeur semble vouloir abandonner cette manière de voir (2) et se rallier à l'opinion de la Cour de cassation.

Même ainsi limitée, la mise à l'index ne va-t-elle pas permettre les intolérances, les excommunications les plus fâcheuses, une tyrannie syndicale véritable, qui non seulement pourra attenter à la liberté de certains individus, mais prendre le caractère d'une persécution politique ou religieuse, suivant les cas ?

(1) Sirey, 93, 1, 41.

(2) Cours professé à l'Ecole de Droit.

Il est permis de considérer ce danger comme peu probable. La loi de 1884 offre elle-même un remède. Le jour, en effet, où le syndicat userait de la mise à l'index dans un autre but que l'intérêt professionnel, il sortirait du cadre de la loi de 1884 ; par là même, la situation se trouverait entièrement modifiée ; le syndicat serait alors en faute et les dommages-intérêts s'en suivraient nécessairement.

§ 4. — *Mise à l'index d'ouvriers par un patron pour les contraindre à abandonner le syndicat.*

D'ailleurs, il ne serait pas juste de n'envisager la question que sous une de ses faces, et de ne considérer que les excès qui peuvent être commis par les ouvriers ou leurs syndicats.

Les syndicats patronaux peuvent s'exposer aux mêmes reproches, et, par une juste réciprocité, les principes que nous avons développés doivent leur être appliqués.

L'usage abusif, quel que puisse être l'auteur de l'abus, donne ouverture à une action en dommages-intérêts au profit de celui qui en est victime, ouvrier aussi bien que patron.

Aussi, ne saurions-nous approuver un jugement du Tribunal civil de Grenoble du 15 janvier 1893 (1), qui

(1) Dalloz, 1893, 2, 377.

semble reconnaître comme cause légitime de congédiement le renvoi d'un ouvrier parce que celui-ci était affilié à un syndicat en état d'hostilité avec le patron. Dans ce cas, la résiliation du contrat de travail, pour le seul motif, devait, à notre avis, donner lieu à des dommages-intérêts, à la charge du patron par application de l'article 1780, modifié, du Code civil.

En effet, dit un auteur (1), « les associations syndicales sont permises et même encouragées par les lois. Le fait d'y entrer, de s'y intéresser, de prendre une part active aux travaux sociaux, ne saurait par lui seul constituer des actes dont un patron ait lieu de se plaindre en toute équité. Il convient de faciliter à l'ouvrier les mesures qui lui permettent de défendre ses intérêts professionnels d'une façon légitime. Or, le priver de son salaire parce qu'il cherche à l'améliorer à l'aide d'un moyen légal, sans commettre aucun acte abusif et sans qu'il soit même démontré que le syndicat la commette par ailleurs, nous paraît constituer, d'une façon évidente, un acte illicite. » (Voir en ce sens : Lille, 12 novembre 1906 ; B. de l'Union des Industr. text., 1907, 350).

§ 5. — *Refus par un patron d'embaucher un ouvrier parce qu'il est syndiqué.*

Nous croyons devoir dire aussi quelques mots d'une

(1) Georges Marais, *op. cit.*, p. 136.

forme très fréquente de l'interdiction du travail, qui consiste dans le refus opposé par un patron d'embaucher un ouvrier parce qu'il est syndiqué.

La question est délicate. A l'égard des ouvriers pris isolément, le patron est toujours libre de n'embaucher que ceux qui lui conviennent, quel que soit l'arbitraire dont son refus puisse être entaché. Chacun est libre, en effet, de traiter ou de ne pas traiter avec telle personne.

Au contraire, à l'égard du syndicat, le refus motivé du patron d'embaucher des ouvriers, pour la seule raison qu'ils font partie du syndicat est, de toute évidence, nuisible à ce dernier. Il peut provoquer de nombreuses démissions de la part de ses membres, désireux de s'assurer du travail chez ce patron. Aussi, un semblable refus constitue-t-il une faute, quand il est provoqué par une malveillance systématique et injustifiée à l'égard du syndicat lui-même.

« Admettre une solution différente, dit le même auteur (1), conduit à favoriser de véritables atteintes « à la liberté syndicale reconnue par la loi. De nombreux ouvriers peuvent se trouver ainsi exclus du « droit au travail, simplement parce qu'ils sont syndiqués. Cette situation, contraire à toute équité, ne « saurait être tolérée. Donc, ici encore, même en une « matière aussi délicate, nous retrouvons la distinc-

(1) Georges Marais, *op. cit.*, p. 137.

« tion fondamentale entre le droit et l'abus du droit » (1).

(1) Voir en ce sens, Req., 13 mars 1905 ; D., 1906, 1, 143. Trib. de comm., Epernay, 28 février 1906 ; *Gaz. Pal.*, 1906, 1, 481. Lille, 12 nov. 1906 ; B. de l'Union des Industr. text., 1906, 350.

CONCLUSION

Nous avons essayé de montrer, au cours de ce travail, quelle était la portée de l'abrogation, par le législateur de 1884, de l'article 416 du Code pénal, spécialement en ce qui touche la mise à l'index.

Nous avons repoussé, avec l'aide de la jurisprudence, la thèse des partisans exaltés de l'action révolutionnaire, selon laquelle l'emploi des procédés énumérés dans l'article 416 ne pourrait, en aucun cas, donner lieu à des dommages-intérêts à la charge de ceux qui en feraient usage.

Nous avons montré que l'équité la plus élémentaire obligeait à proclamer que les procédés de lutte cités dans l'article 416 et notamment l'interdiction de travail pouvaient devenir des délits ou des quasi-délits, suivant les circonstances, et qu'il ne suffisait pas, pour résoudre le problème, de dire, sans aucune distinction ni réserve, que l'usage en étant licite, nulle responsabilité ne pouvait jamais être encourue. Nous

avons développé l'œuvre de la jurisprudence et cherché à mettre en lumière le principe, constamment suivi par les Cours et les Tribunaux, d'après lequel l'individu qui use exclusivement de ses droits dans le but d'opprimer son prochain, commet, en réalité, un véritable quasi-délit.

Nous en avons déduit la conséquence nécessaire, que les ouvriers ou syndicats n'avaient le droit d'intervenir que lorsqu'ils agissaient dans les limites de leur objet légal, c'est-à-dire quand ils entendaient défendre ou améliorer les intérêts professionnels de leurs membres, mais qu'ils commettaient, au contraire, de véritables abus, passibles de dommages-intérêts, lorsqu'ils n'agissaient que par esprit de méchanceté, de haine ou de vexation.

Il convient maintenant d'apprécier la valeur pratique de cette solution et de dire s'il est possible de s'en contenter, au moins provisoirement, ou s'il y a lieu de chercher un remède dans la modification du régime de 1884.

L'inconvénient de cette solution est d'être purement empirique. Dans chaque cas déterminé, en effet, il est impossible de recourir à des formules, codifiées par avance, pour décider du droit de chacune des parties. Ce n'est qu'un examen approfondi des circonstances propres à chaque espèce qui révélera si on se trouve en présence d'un droit exercé d'une façon légitime ou d'un abus de ce même droit.

Mais il faut reconnaître que ce défaut est corrigé, dans une large mesure, par l'importance des monuments accumulés par la jurisprudence. La plupart des cas susceptibles de se présenter dans la pratique, ont fait l'objet de décisions assez nombreuses pour que l'issue des litiges apparaisse avec certitude. Au point de vue pratique, on peut donc affirmer que l'abus du droit qu'ont les syndicats ouvriers ou patronaux, en matière de mise à l'index comme en matière de grève, n'est pas dépourvu de sanction, et que toute personne, lésée par leurs agissements, peut avec sécurité recourir à la justice.

Mais au point de vue théorique, la solution jurisprudentielle n'apparaît pas comme entièrement satisfaisante. Il semble, en effet, que l'individu, ouvrier ou patron, victime de l'interdiction de travail, n'obtient pas, même par le gain de son procès, satisfaction suffisante. Il reste, en effet, qu'il a été lésé dans ce qu'il a de plus précieux, la liberté, et que son activité économique ou professionnelle a été arbitrairement limitée.

Ce résultat, semble-t-il, ne devrait pas être possible, et la question ne devrait pas même se poser de savoir, qui, de la collectivité ou de l'individu, devra l'emporter dans un conflit dont l'enjeu est la liberté même du travail.

Si la liberté du travail existe, nulle atteinte ne doit lui être portée, même dans les limites des pouvoirs accordés aux syndicats par la loi du 21 mars 1884.

La question nous amène donc, en dernière analyse, à nous demander si le législateur de 1884 n'a pas accordé aux associations professionnelles plus de droits que n'en comportaient les principes posés par la Révolution française.

La sanction nécessaire du droit de coalition, c'est la reconnaissance de la légitimité de certains moyens sans lesquels le but recherché ne saurait être atteint, mais ces moyens, et la mise à l'index est du nombre, ne sont certainement pas compatibles avec le respect absolu de la liberté individuelle.

Sans doute un ouvrier ne saurait être contraint d'entrer dans un syndicat, mais l'interdiction de travail prononcée contre lui n'équivaut-elle pas à une véritable violence? Suffira-t-il pour l'excuser de dire que l'individu seul peut être lésé, sans qu'aucun préjudice soit porté à la société en général?

En réalité, le législateur de 1884, placé entre le principe ancien de la liberté absolue du travail et le principe nouveau de l'association professionnelle, a opté pour ce dernier. Il a pensé que l'interdiction de travail était la sanction légale de la suprématie de la collectivité sur l'individu.

Nulle solution radicale ne paraît donc possible au problème que soulève la mise à l'index. Tant que l'article 416 restera abrogé, des abus seront toujours possibles. Seule, la prohibition qu'il édictait pouvait

garantir de toute atteinte le droit de l'individu à employer son activité en toute liberté.

Est-il à souhaiter qu'on en revienne au régime antérieur à 1884 ? — Nous ne le pensons pas — non seulement toute tentative en ce sens serait vouée à un échec certain, mais le régime que l'on a désigné sous le nom d'individualisme a été condamné par les faits. L'association est le seul remède aux désordres et aux misères qu'il a engendrés.

Mais si la nécessité des associations professionnelles est reconnue, il faut évidemment leur donner les moyens d'atteindre leur but, qui est d'améliorer les conditions du travail. Il est indispensable de leur reconnaître des droits, ces droits fussent-ils des privilèges.

Ce que l'on doit exiger, c'est seulement qu'il ne soit pas fait abus de ces droits. Les Tribunaux ont précisément pour objet d'y veiller et c'est pourquoi la solution jurisprudentielle du problème nous paraît pour longtemps encore la seule possible.

Vu, le président de la Thèse,
RAOUL JAY

Vu le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Brunschwig. — *La responsabilité civile des syndicats professionnels à raison des atteintes à la liberté du travail*, Paris, 1902.
- Bureau (Paul). — *Le contrat de travail et le Rôle des syndicats professionnels*, Paris, 1902.
- César-Bru. — *Les syndicats professionnels et leur responsabilité civile d'après la loi du 21 mars 1884*.
- « De la portée de l'abrogation de l'art. 416 du Code pénal par la loi de 1884. » (*Revue générale du Droit*, 1892, p. 408 et suiv.).
- Channont. — « L'Abus du droit » (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1902, p. 113 et suiv.).
- Crouzel. — *Etude historique, économique et juridique sur les coalitions et les grèves dans l'industrie*, Paris, 1887.
- Deffrennes. — *La coalition ouvrière et le droit de grève*, Paris, 1903.
- Dumerin. — *De la Responsabilité civile pouvant résulter des grèves et des coalitions ouvrières*, Paris, 1904.
- Duthort. — *Vers l'organisation professionnelle*, Paris, 1910.
- Enée Boulloc. — *Les Grèves*, Paris, 1902.
- Gros. — *L'interdiction du travail. Etude sur les conflits entre les syndicats et la liberté du travail*, Aix, 1902.
- Hamelet. — *La grève devant la loi et la Jurisprudence*, Paris, 1904.
- Jay (Raoul). — *La personnalité civile des syndicats professionnels*, Grenoble, 1888.
- *Le Contrat collectif de travail*, Cours professé à l'Ecole de droit, 1910-1911.

- Josserand. — *De l'Abus des droits*, Paris, 1905.
- Keufer. — *Ce qui est licite et illicite en cas de grève*. Conférence faite aux Hautes Etudes sociales. Droit de grève, 1909.
- Lagardelle (Hubert). — *Evolution des syndicats ouvriers*, Paris, 1901.
- Marais (Georges). — *Les Syndicats professionnels et la Jurisprudence*, Paris, 1908.
- Paul Boncour. — *Le Fédéralisme économique. Les rapports de l'industrie et des groupements professionnels*, 2^e édit., Paris, 1902.
- Pic (Paul). — *Traité de législation industrielle*, 3^e édit., Paris, 1909.
- Planiol. — *Traité de droit civil*, t. II, n^o 870.
- Raynaud. — « L'intérêt professionnel des syndicats ouvriers devant les tribunaux français » (*Questions pratiques de législation ouvrières*, 1906, p. 60 et suiv.).
- Saieilles. — « L'abus du droit » (*Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1905, n^o 4).
- Séon. — *Etude sur la responsabilité pénale et civile des syndicats professionnels*, Paris, 1900.
- Thaller. — *Notes dans les Annales de droit commercial*, 1892, 1, 125.
- Glatin. — *Etude sur les syndicats professionnels*, Paris, 1892.
- Mongin. — *Le droit de congé dans le louage de services*.
- Sauzet. — « Etude sur le nouvel art. 1780 du Code civil », *Annales de droit commercial*, 1891, p. 97 et suiv.
- Jourdain. — *La législation française sur les coalitions ouvrières. — Son évolution au XIX^e siècle*, Paris, 1898.
- Vaillé. — *La coalition ouvrière et les grèves*, Paris, 1901.
- Huret. — *Enquête sur la grève*, Paris, 1902.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Histoire du droit de coalition en	
France et à l'étranger	13
I. — Ancien régime.	14
II. — Période intermédiaire : la loi Le Chapelier.	15
III. — Le Code pénal : art. 414, 415 et 416	18
IV. — La loi du 17 novembre 1849	19
V. — La loi de 1864	29
VI. — La loi du 21 mars 1884 et l'abrogation de l'art. 416	34
Section I. — Pays admettant la coalition.	39
I. — Législation anglaise	39
États-Unis	42
Belgique.	48
Allemagne	52
Section II. — Pays n'admettant pas la coalition	53
CHAPITRE II. — Conséquences de l'abrogation de l'art. 416	57
La mise à l'Index n'est plus un délit pénal.	57
CHAPITRE III. — La mise à l'index est-elle un délit civil	71
§ 1. — Théorie de l'Ecole libérale	73
§ 2. — Théorie de l'abus du droit dans ses appli- cations à la mise à l'index	79

Section III. — La jurisprudence	94
§ 1. — Mise à l'index dirigée contre le patron. . .	95
§ 2. — Mise à l'index dirigée contre l'ouvrier. . .	102
§ 3. — Arguments en faveur des syndicats. . .	105
§ 4. — Mise à l'index d'ouvriers par un patron pour les contraindre à abandonner le syndicat	123
§ 5. — Refus par un patron d'embaucher un ou- vrier parce qu'il est syndiqué	124
CONCLUSION	127
BIBLIOGRAPHIE	133

